



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

LE PEUPLE S'EN PREND AU MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES !



Voir page 3

« Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de riz, c'est du travail », ont-ils déclaré catégoriquement à la face du ministre des Affaires sociales et du Travail, Marc Élie Nelson

LES KÉNYANS RENTRENT CHEZ EUX!



Voir page 4

L'avion a atterri à l'aéroport international Jomo-Kenyatta à 18 h 28, le mardi 28 avril 2026, ramenant au pays les officiers restants après un séjour de près de deux ans en Haïti.



Kokenn viktwa Abigaëlle nan konkou oratwa entènasyonal an Frans !

Page 6



Miami : Un procès sur l'assassinat de Jovenel Moïse !

Page 7

De Facto Government Illegally Signs Three Long-Term Contracts Worth Millions with Shady Foreign Firms page 9



Non, la Chine n'est pas un « capitalisme d'état » page. 10



Canada : Grève illimitée chez Métro ! Page 17

Une classe politique pourrie, apatride et criminelle !

Par Berthony Dupont

Depuis le coup d'État sanglant du 17 octobre 1806, une classe politique, descendante des instigateurs et assassins de l'empereur Jean-Jacques Dessalines, Fondateur de l'État d'Haïti, dirige le pays. Jusqu'à nos jours, elle gouverne le pays à dessein de combattre le peuple, piller la nation et se rendre complice du capitalisme européen d'abord et de l'impérialisme américain ensuite. L'intérêt de ce mode de gouvernement est à l'opposé de celui de la collectivité, s'agissant d'une exploitation efficace des masses laborieuses. C'est en ce sens que depuis l'origine la majorité populaire est assujettie à une oligarchie économique et politique qui confère au pays son caractère scandaleusement dépendant et rétrograde. Le pays et le peuple haïtien n'ont jamais confronté pire ennemi que cette classe politique traditionnelle.

Si le pays est bloqué et n'avance plus, c'est parce que le vers demeure dans le fruit, c'est-à-dire, le virus se dissimule dans son propre sang qu'il finira par le détruire. Une maladie qui continue à s'étendre formant le cercle des escrocs, des corrompus et des corrupteurs au sein de la nation. Ces individus n'ont pas vocation à développer ni à faire progresser le pays. Se maintenir au pouvoir par tous les moyens, se succéder entre eux et s'en mettre plein les poches, voilà ce qui les intéresse.

La corruption, ce crime contre le développement a profondément détruit les fondements même de la politique en Haïti et a gravement déstabilisé le tissu social du pays. Pourtant, elle rend cette classe de politiciens corrompus plus influente jusqu'à étouffer la volonté populaire. En 1904, le célèbre « Procès de la consolidation » qui a voulu être un exemple en condamnant les politiciens pour vols, corruption et détournement de fonds du trésor public a finalement transformé la classe politique de l'époque en une caste encore plus puissante, au point que tous les condamnés devinrent quelques années plus tard, Présidents de la République. Cette classe politique n'a aucune honte et la population ne lui accorde aucun crédit, aucun respect. Même lorsque les visages changent, la même mentalité perdure. Cette philosophie de violence sociale à l'encontre des masses défavorisées réside en chaque individu appartenant à cette classe sociale construite sur l'injustice et l'égoïsme.

C'est dans le miroir de la lutte des classes que nous devons comprendre la position que chacun de ces individus adopte au sein du pays. Un ancien Président fut victime de deux coups d'État perpétrés par cette même classe politique antinationale. Ses réflexions cependant, sur l'assassinat crapuleux du 7 juillet 2021 dont la victime est issue de la même origine sociale que lui, nous laissent un peu perplexe : « *le maître du chat l'a mangé* », tel est son niveau d'analyse sur un magnicide dont il aurait pu être lui-même victime. Quelle affirmation démagogique d'un ancien chef d'état ! Cette façon grotesque de poser le problème relève naturellement d'un mépris de la cause nationale et d'un soutien involontaire à ceux qui font feu de tout bois pour mettre en péril la nation. Un fait est clair : nous sommes peut-être ceux qui le perçoivent comme une victime, mais lui, il peut considérer sa vie comme une réussite dans le système capitaliste.

Et justement, il a réussi sans le peuple. Comme nous pouvons le constater à travers le déroulement du procès à Miami concernant l'assassinat du Président Jovenel Moïse. D'une audience à l'autre, se dévoile l'amoncellement de monstruosité et d'actes de barbarie de la classe politique haïtienne ainsi que de son avant-garde le Secrétaire Démocratique Populaire (SDP). Le voile a été levé sur le rôle particulièrement significatif de ce secteur. A cet égard, leurs mains sont rouges du sang de l'ancien chef de l'État. Cette classe, dont toute la politique repose sur le mensonge, a bâti tout son pouvoir sur la désorientation du peuple. C'est elle qui a engendré la situation que nous vivons aujourd'hui. C'est encore elle qui fait preuve de la plus grande férocité. Cependant, elle est la première à exiger de ses patrons impérialistes l'envoi de troupes onusiennes et de l'armée étrangère sur le sol national.

Le peuple n'a rien à attendre de cette classe politique, sinon qu'à lutter pour la renverser et lui arracher le contrôle du pouvoir national. La majorité des individus composant cette classe, si ce n'en est la totalité, sont des fossoyeurs au service des puissances impérialistes. Nous ne pouvons compter sur aucun d'entre eux ; même ceux affichant une apparence différente sont toujours prêts à porter un coup de Trafalgar au peuple au moment décisif. Une transition consiste à passer d'un point à un autre, mais vers une gouvernance améliorée ; elle ne saurait nous ramener au même point sordide ni nous entraîner dans une dégénérescence toujours plus profonde. Il est impératif que le peuple haïtien lutte pour transformer cette société décadente, composée d'une classe dirigeante d'apatrides, de corrompus et de criminels collaborant avec l'impérialisme occidental.

L'urgence aujourd'hui est de mettre un terme à ces transitions sans fin, au cours desquelles ce sont toujours les mêmes charlatans de cette classe politique pourrie qui continuent de contrôler la destinée du pays. Nous devons mettre fin à l'arrogance de l'impérialisme américain et de ses laquais internes, issus d'un gouvernement qui plonge des secteurs entiers de la population dans le dénuement et la misère, tout en nous faisant croire qu'une force étrangère viendra nous délivrer. L'actuelle marionnette de l'impérialisme, le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, monte la garde pour protéger les intérêts oligarchiques et impérialistes, en leur octroyant des contrats lucratifs financés sur les fonds du pays. C'est pourquoi les travailleurs et la jeunesse doivent le traquer pour récupérer ce qui leur a été volé.

Aucune confiance ne peut être accordée aux représentants de la classe capitaliste et aux instruments humains de la domination américaine. Nous devons mettre un terme à cette politique au service d'une minorité privilégiée et instaurer une politique au service de la majorité du peuple haïtien, sans distinction. Rompons avec cette classe politique ! Chassons cette bande d'accapareurs et de rapaces ! C'est la seule voie conforme à la réalité du moment c'est-à-dire, aux besoins de l'immense majorité de la population exploitée et appauvrie afin que le pays ait enfin, l'opportunité de respirer la paix et la sécurité. Assurément, le pays a besoin d'une nouvelle classe politique, d'où émergeront des patriotes compétents, sérieux, responsables et incorruptibles affichant une vision nationaliste et une perspective socialiste.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS
EN HAÏTI
Daniel Tercier
Bissainthe Annesseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS
GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$100 pour un an
 \$50 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Cap-Haitien : La population s'en prend au ministre des Affaires sociales !

Par Mona Peralte

Le dimanche 26 avril 2026, le ministre des Affaires sociales et du Travail, Marc Élie Nelson, a effectué une visite dans le Grand-Nord et plus particulièrement dans la deuxième ville du pays, le Cap-Haïtien. Il était accompagné de Michel Casséus, représentant du Fonds d'Assistance Économique et Sociale (FAES), de Jhony Raphaël, Directeur Général de la Caisse d'Assistance Sociale (CAS), ainsi que des membres de la délégation gouvernementale.

Le ministre avait apporté avec lui une grande quantité de kits alimentaires — riz, pois, spaghettis, huile, entre autres — destinés aux habitants de certains quartiers, donnant l'impression que l'État venait leur faire la charité. C'est précisément la raison pour laquelle ils maintiennent la population dans cette misère atroce : afin de pouvoir ensuite se présenter en sauveur, ou du moins en bienfaiteur. Selon le Mast, à Sainte Philomène 500 familles ont bénéficié, ce dimanche, de cet accompagnement.

Ce fut totalement le contraire à Cité Champin. La population, venue initialement écouter le message que le ministre lui apportait, a sombré dans la consternation en voyant que ce dernier s'affairait, avec ses acolytes, à organiser une distribution de nourriture. Elle a alors lancé une protestation spontanée contre le gouvernement de transition, accusé d'avoir totalement pillé le pays et de n'avoir rien fait pour garantir un avenir au peuple — un peuple plongé dans un chômage perpétuel. Les résidents ont signifié au ministre qu'ils n'avaient pas besoin de ce type de réponses ponctuelles. Ils ont rappelé que tous les gouvernements réactionnaires qui se sont succédé n'ont fait qu'apporter de la nourriture, sans jamais aider les agriculteurs à obtenir les subventions ou les engrais nécessaires pour accroître la production nationale. La production agricole étant en déclin, ces types de gouvernements ont contraint le pays à devenir de plus en plus dépendant des importations

étrangères, sabotant ainsi nos produits locaux.

L'agriculture du pays est ruinée ; les routes ne sont pas construites et, pour les rares qui existent, les autorités préfèrent laisser le champ libre aux bandits — une situation qui empêche les agriculteurs de produire. Même les canaux d'irrigation existants ne bénéficient d'aucun soutien de l'État pour leur aménagement, privant ainsi les agriculteurs de l'eau essentielle à leurs cultures.

La population affirme que leurs véritables priorités pour le moment sont l'assainissement des réseaux d'eau, la réhabilitation des routes, la création d'emplois durables pour les travailleurs, ainsi que la construction d'écoles et d'hôpitaux de qualité. « Ne venez pas nous jeter de la poudre aux yeux avec de maigres kits alimentaires, pour ensuite aller claronner que vous avez apporté de l'aide aux habitants de Champin ! »

Le ministre ne s'attendait pas à un tel revers ; Il resta sans voix, jusqu'à ce qu'il soit contraint de fuir les lieux. Pour ces dirigeants, l'action sociale se résume à distribuer de petits kits aux démunis — une aide dérisoire qui ne suffira même pas pour une journée. En revanche, si une personne travaille, elle est en mesure de subvenir correctement à ses propres besoins ainsi qu'à ceux de sa famille. « Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de riz, c'est du travail », ont-ils déclaré catégoriquement à la face du ministre.

C'est précisément dans ce contexte que, au sein de la capitale — et plus particulièrement au ministère des Affaires sociales —, les employés ne sont pas rémunérés, alors même que le ministre a préféré inaugurer le 23 avril 2026 dernier un restaurant destiné au personnel des ministères.

Par ailleurs, une délégation ministérielle conduite par le titulaire du MAST, Marc-Élie NELSON, est arrivée à Jérémie dans le cadre d'une mission officielle du 27 au 30 avril 2026 dans le Sud et la Grand'Anse. Nous espérons que ce ne seront pas, une fois de plus, des kits alimentaires qui seront distribués à ces personnes.



Au centre, le ministre des Affaires sociales et du Travail, Marc Élie Nelson, au Cap-Haïtien.



Des plats du restaurant destiné au personnel des ministères (Photo Daniel Tercier)



GEHI & ASSOCIATES

Attorneys and Counselors at Law

FREE CONSULTATION



Naresh M. Gehi, Esq.

- * TPS
- * Political Asylum
- * Fiancé and Spouse Visas
- * Sponsoring Relatives

718-764-6911

- * "Pwogram Biden"
- * Deportation
- * Citizenship
- * All other Immigration Matters

Annie Joseph

"Nou Pale Kreyòl"



<p>Reasonable Fees</p> <p>Tel: 718-577-0711</p> <p>www.gehilaw.com</p>	<p>104-05 Liberty Ave., Ozone Park, NY 11417</p> <p>74-09 37th Ave., Ste. 205, Jackson Heights, NY 11372.</p> <p>173-29 Jamaica Ave., Jamaica, NY 11432.</p>	<p>Tel: 718-577-0711</p> <p>Tel: 718-263-5999</p> <p>Tel: 718-764-6911</p>
---	--	---

Les Kényans rentrent chez eux!



Les kényans ont décollé le lundi 27 avril 2026 à 18 h 30 (heure d'Haïti) de l'aéroport international Toussaint-Louverture, à bord d'un vol spécial de la compagnie aérienne nationale Kenya Airways, à destination de leur pays.

Par Marie Laurette Numa

Le samedi 25 avril 2026, une cérémonie a été organisée, sans faste ni apparat, à la Direction générale de la Police nationale pour marquer le départ définitif des derniers policiers kényans ayant servi au sein de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MSS) en Haïti. Cette mission avait pour objectif déclaré de rétablir l'ordre et d'endiguer la violence des gangs dans le pays.

Faut-il signaler qu'un premier contingent était déjà retourné au bercail au mois de décembre 2025 et un second au mois de mars dernier.

En effet, de nombreux ministres et dignitaires du gouvernement de facto d'Alix Didier Fils-Aimé, ainsi que de hauts responsables de la Police et des Forces armées d'Haïti, étaient présents à cette cérémonie. Deux hautes personnalités kényanes étaient également présentes : le Secrétaire du Cabinet chargé de l'Intérieur, Kipchumba Murkomen, l'Inspecteur général de la Police, Douglas Kanja, et Noor Gabow, le Consul général du Kenya en Haïti pour superviser le retrait définitif de leurs troupes.

Au cours de la cérémonie, l'Inspecteur général adjoint à la tête de la Mission Multinationale

de Soutien à la Sécurité en Haïti, Godfrey Otunge a pris la parole. Signalons que la force multinationale comprenait plus de 800 officiers kényans, ainsi que des contingents provenant de plusieurs autres pays, notamment la Jamaïque, les Bahamas, le Guyana, la Barbade, Antigua-et-Barbuda, le Bangladesh, le Bénin, le Tchad et le Salvador. Cette mission a été — et est déjà — remplacée — bien que la MSS n'existe plus en tant que telle — par la Force de répression des gangs (FRG). Il s'agit d'une unité nouvellement créée et soutenue par les Nations unies : la « Gang Suppression Force » (GSF). Environ 400 personnels tchadiens sont déjà arrivés, et des contributions supplémentaires sont attendues de pays tels que le Bangladesh et le Sri Lanka. La force devrait atteindre un effectif de 5 500 membres et devenir pleinement opérationnelle d'ici octobre 2026.

Les kényans ont décollé le lundi 27 avril 2026 à 18 h 30 (heure d'Haïti) de l'aéroport international Toussaint-Louverture, à bord d'un vol spécial de la compagnie aérienne nationale Kenya Airways, à destination de leur pays. L'avion a atterri à l'aéroport international Jomo-Kenyatta à 18 h 28, le mardi 28 avril 2026, ramenant au pays les officiers restants après un séjour de près de deux ans en Haïti.

Les États-Unis et les Nations unies se sont engagés à envoyer des missions prétendument destinées à stabiliser Haïti, mais qui n'ont fait que la déstabiliser davantage. Un jour, le peuple haïtien — sur la trace des colonnes de Cacos qui ont combattu la première occupation américaine du pays — jettera aux ordures tous les responsables, qu'ils soient étrangers ou haïtiens, afin de reprendre son pays en main. Seul le peuple est capable de résoudre les problèmes du pays ; ce ne sont ni les pillards impérialistes, ni les nations complaisantes telles que le Kenya, le Tchad, le Salvador et consorts.

Jamesly Jean-Louis assassiné !



Jamesly Jean-Louis, portant l'une des uniformes de la Jeunesse action familiale (JAF/Sainte famille) de Sainte Bernadette.

Par Eddyson de Varain

Jeune très dévoué et aspirant prêtre au sein de l'Église catholique, il est mort des suites de l'explosion d'un drone kamikaze

L'usage des drones kamikazes contre les bandits armés a fait une nouvelle victime dans les rangs de la population civile. Cette fois-ci, c'est l'Église catholique qui est touchée. Jamesly Jean-Louis, jeune très dévoué et membre de plusieurs groupes, est mort samedi 7 mars au centre-ville de Port-au-Prince, dans les parages du grand cimetière, à la Rue Charéron.

[Haïti Liberté avait déjà publié, le 25 mars, un article sur le massacre dévastateur perpétré par drone à la rue Charéron le 12 mars 2026.]

Depuis 2017, Jamesly est membre de la Sainte Famille de Sainte Bernadette, à Martissant. Très dévoué et voulant servir le Christ, il a rejoint d'autres groupes, notamment le Comité liturgique et le groupe Kiro de la paroisse Notre-Dame de la Caridad. Aspirant prêtre, il avait déjà entamé des processus pour cheminer avec des congrégations, mais son échec aux examens officiels de fin d'études classiques (NSIV) de juillet 2025 l'a ralenti.

Malgré tout, alors qu'il évoluait loin de ses parents qui vivent en province, Jamesly a tout fait pour rester

dans le droit chemin. Il a préféré faire des parcours à pied pour aller en cours en dépit de la situation d'insécurité qui ronge le pays. Lorsqu'il ne pouvait plus aller à l'école au Lycée Anténor Firmin (NSIV), il a décidé de poursuivre l'année scolaire au Lycée Jacques Roumain de Martissant pour atteindre son objectif. Il avait choisi l'école plutôt qu'une arme.

Samedi, selon les informations parvenues à notre rédaction, alors qu'il était à bord d'une motocyclette, la police opérait au centre-ville. Voulant rentrer chez lui, vraisemblablement, il aurait essayé de trouver un chemin dans les parages du marché Salomon où un drone kamikaze lui est tombé dessus. Les images montrent un jeune homme écrabouillé par l'explosion, sans ses membres inférieurs et avec sa valise sur sa poitrine.

Jamesly s'en va avec plein de rêves qui ne se réaliseront pas, conséquences de l'irresponsabilité de l'État. Les paroisses Sainte Bernadette et Caridad, où il évoluait, ne pourraient plus bénéficier de ses services et de son sens d'église. Qui sera la prochaine victime ? Combien de morts doit-on encore compter dans les rangs de la population ? À quand la fin de tout cela ?

Repose en paix, Jamesly !

Réproduit du site PouSiOuPaTKonnen.com

Douanes haïtiennes : la République en déroute, les travailleurs en rupture !

Par Reynoldson Mompoint

Il y a des colères qui grondent en silence, et d'autres qui éclatent comme une évidence. Celle des employés de l'Administration générale des Douanes appartient à la seconde catégorie. Huit mois sans salaire. Huit mois à servir un État qui, en retour, se dérobe. Huit mois à survivre dans une économie déjà exsangue, pendant que les décideurs, eux, continuent de signer, promettre, et surtout... ignorer.

Ce n'est plus une revendication, c'est un cri de rupture.

Depuis plusieurs jours, les locaux de l'institution sont fermés. Non pas par un acte de sabotage, comme certains voudraient le faire croire, mais par un réflexe de sur-

vie. Les protestataires, excédés, ont choisi de bloquer la machine pour forcer le système à se regarder dans le miroir. Une institution douanière paralysée, c'est l'État lui-même qui suffoque. Car derrière les grilles closes, c'est toute la chaîne économique qui vacille : recettes publiques en berne, importations ralenties, circuits informels renforcés.

Mais à qui la faute ? Les regards convergent vers la Direction générale. Le Directeur général, accusé de « mauvaise foi » par les employés, incarne désormais une autorité contestée, sinon disqualifiée. Le refus de procéder aux paiements, perçu comme arbitraire, soulève une question fondamentale : gouverne-t-on encore selon des règles, ou selon des humeurs ?

Dans une République fonctionnelle, le salaire n'est pas une faveur. C'est une obligation contractuelle, un droit fondamental, une contrepartie du travail fourni. En Haïti, il semble devenu une variable d'ajustement, sacrifiée sur l'autel d'une gestion opaque et d'une irresponsabilité chronique.

Ce qui se joue ici dépasse largement les murs de la Douane. C'est une crise de confiance, une fracture institutionnelle. Lorsque les agents de perception de l'État — ceux-là mêmes qui alimentent les caisses publiques — ne sont plus payés, c'est le pacte républicain qui s'effondre. Comment exiger du citoyen qu'il s'acquitte de ses obligations fiscales, quand l'État lui-même trahit les siennes ?

La fermeture des locaux n'est

qu'un début. Les employés l'annoncent sans détour : d'autres dispositions suivront si rien n'est fait. Derrière cette menace, il y a une réalité inquiétante — celle d'une escalade sociale dans un pays déjà à bout de souffle. Car lorsqu'un travailleur n'a plus rien à perdre, il devient imprévisible. Et lorsqu'une institution entière bascule dans la défiance, c'est l'État qui vacille.

Le silence des autorités centrales, jusqu'ici, est assourdissant. Ni calendrier de paiement, ni explication claire, ni même une tentative sérieuse de désamorcer la crise. Cette inertie n'est pas neutre : elle alimente la colère, légitime la contestation, et fragilise davantage un édifice institutionnel déjà fissuré.

À ce stade, il ne s'agit plus

simplement de payer des arriérés. Il s'agit de restaurer une crédibilité. De rappeler que l'État n'est pas un prédateur, mais un garant. Que l'autorité ne se décrète pas, elle se mérite — par la rigueur, la transparence, et le respect des engagements.

Faute de quoi, les Douanes ne seront plus qu'un symbole de plus dans la longue liste des institutions déchues : présentes sur le papier, absentes dans les faits.

Et dans ce théâtre de l'absurde, une question persiste, lancinante : combien de mois encore faudra-t-il pour que l'État haïtien comprenne que gouverner, ce n'est pas différer — c'est assumer ?

Reynoldson Mompoint
Port-au-Prince, 28 avril 2026

Les meurtres de civils innocents se poursuivent ! 2^{ème} partie et fin

Par Kim Ives

Les meurtres de civils innocents par la police et les mercenaires se poursuivent !

« En faisant appel à des contractuels étrangers et en recourant à l'utilisation de drones armés, le gouvernement [du Premier ministre de facto Alix Didier Fils-Aimé] a contribué à mettre les gangs sur la défensive et a contraint certains de leurs chefs à entrer dans la clandestinité », soutiennent Da Rin et Segura. « Toutefois, ces mêmes tactiques sont périlleuses pour les civils, dont des dizaines ont été tués au cours de l'année écoulée par les seuls tirs de drones. »

De fait, on observe depuis le mois de janvier une escalade dramatique des massacres perpétrés par la police dans le centre-ville de Port-au-Prince.

Les auteurs de cette tribune approuvent le déploiement croissant de la « Force de suppression des gangs » (GSF) — une initiative conçue et dirigée par Washington — mais reconnaissent que, « si des troupes étrangères



Un véhicule de police incendié au matin du 14 avril 2026, au lendemain de l'assaut perpétré la veille contre le commissariat de Seguin, dans le sud d'Haïti.

pourraient aider le gouvernement haïtien, mis à rude épreuve, à [...] affaiblir les gangs, [...] la force seule ne suffira pas à débarrasser le pays de ces groupes ».

Au contraire, « une fois que le rapport de force sur le terrain aura évolué, les autorités haïtiennes devront se tenir prêtes à s'asseoir à la table des négociations si elles souhaitent voir ces groupes démantelés définitivement », concluent les auteurs.

« Haïti ne parviendra pas à instaurer la paix à coups de frappes de drones — surtout lorsque le bombardement de cibles liées aux gangs risque de signifier [et a déjà



Un drone de la PNH a grièvement blessé une femme à son domicile, à Martissant, le 25 mars 2026.

signifié !] la mort d'enfants. Réintégrer les membres des gangs au sein de la société ne sera pas chose aisée. Mais le recours exclusif à la force ne fera que prolonger le calvaire du pays. »

Si Alix Didier Fils-Aimé et ses troupes impitoyables ont peut-être, pour l'heure, repris le contrôle du centre-ville de Port-au-Prince, les conflits se multiplient désormais dans les zones rurales d'Haïti. Les 28 et 29 mars, dans la vallée rizicole de l'Artibonite, des affrontements entre le groupe armé Gran Grif (« Grandes Griffes ») — allié à l'alliance Viv Ansanm (« Vivre Ensemble ») du grand Port-au-Prince — et un groupe armé pro-gouvernemental baptisé Ti Mepris (« Petit Mépris ») — allié à la Kowalisyon (« Coalition »), une force auxiliaire de la PNH — ont fait entre cinq et 20 morts (des organisations de défense des droits humains, telles que le Réseau national de défense des droits humains ou RNDDH, ont largement exagéré ce bilan, le portant jusqu'à 70 décès).

Parallèlement, dans la nuit du 13 avril, un groupe armé non identifié a attaqué et pillé le commissariat de la PNH à Seguin — une localité rurale isolée située aux abords de Jacmel — emportant avec lui armes et véhicules tout-terrain. L'assaut a coûté la vie à des policiers ainsi qu'à des civils, et de nombreuses maisons et voitures ont été incendiées. Bien qu'une partie de la presse ait attribué cette attaque au groupe Viv Ansanm, ce dernier ne l'a pas revendiquée ; par ailleurs, son président et principal porte-parole, Jimmy « Barbecue » Chérizier, est rarement sorti du silence qu'il observe depuis l'explosion de sa maison et son éviction du quartier de Delmas 6, survenues à la mi-janvier.

Alors que les lignes de front évoluent en Haïti et que l'avenir de la nation demeure résolument incertain, il est significatif de constater que l'ICG — un groupe de réflexion proche de l'establishment américain — reconnaît désormais la nécessité de ces négociations que Chérizier appelle ré-



Alexandre n'a pas réussi à se rappeler le nom de l'une des victimes tuées, mais il pense que celle-ci répondait au surnom de « Fanfane 1983 ».



Jocelyn Jonka, 66 ans, a été abattu par une équipe conjointe de policiers et de mercenaires le 29 janvier 2026.



Le 19 mars, des policiers et/ou des mercenaires ont abattu deux pousseurs de charrettes à bras (bourèt) dans le centre-ville de Port-au-Prince. (CLIQUEZ pour la VIDÉO)

gulièrement de ses vœux depuis deux ans, formulant des déclarations telles que : « La seule chose capable de sortir Haïti du gouffre dans lequel le pays se trouve actuellement, c'est le dialogue. Parlons-nous et expliquons-nous mutuellement nos besoins. »

Comme l'a récemment conclu Marie-Paule Florestal, chroniqueuse

à Haïti Liberté : « Sans représentation politique, sans contribution ni participation des plus pauvres parmi les pauvres — dans les ghettos où est implanté Viv Ansanm — Haïti ne connaîtra jamais de véritable démocratie, de sécurité durable, de développement inclusif et pérenne, ni d'harmonie sociale. »



Cet homme non identifié a été tué par des policiers et/ou des mercenaires à Belair le 29 janvier 2026, peu après 4 h 00 du matin.



Deux hommes ont tenté de transporter à moto vers un hôpital la femme touchée par un tir de drone, mais celle-ci a succombé en chemin. (CLIQUEZ pour la VIDÉO)



Le Premier ministre haïtien de facto, Alix Didier Fils-Aimé (à droite), déjeunant avec des diplomates étrangers à Port-au-Prince le 14 avril 2026. Photo : Cabinet du Premier ministre.

GUARINO FUNERAL HOME

Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics

**5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137**

tel. (305) 751-1105

Ayiti, Agrikilti Zewo Zewo: Yon apèl pou n rebati yon sektè agrikòl ki wè devlopman

Nan yon kontèks kote keston lanmanjay tounen yon gwo defi nasyonal, "Antreprenè Agrikòl Josué Eliassaint" vini ak nouvo liv ki pote tit "Ayiti, Agrikilti Zewo Zewo". zèw sa tradui yon kri konsyans ak yon apèl mobilizasyon pou tout Ayisyen. At-ravè yon metafò fò, otè a dekri reyalyte agrikilti ayisyèn nan yon doub dimansyon: yon sektè ki te konn pwospere nan tan lontan, men ki jounen jodi a ap fè fas ak yon degradasyon pwofon.

Tit la li menm pa chwazi o aza. "Agrikilti Zewo Zewo" vle tradui yon pwen depa, kote pou n rekòmanse ak pwodiksyon agrikòl la nan yon moman kote peyi a vin depann plis sou enpòtasyon pou nourri popilasyon an. Se yon fason pou lanse yon apèl ijan pou re-tounen sou baz yo, epi rebati sektè a sou nouvo fondasyon solid.

Liv la prezante tèt li kòm yon zouti refleksyon ak aksyon. Li envite gran piblik la patisipe nan yon "konbit nasyonal agrikòl", kote chak sitwayen gen yon wòl pou jwe nan relans agrikilti a. Otè a mete aksan sou nesite pou Ayisyen reprann konsyans sou enpòtasyon tèt a, pandan li raple tout richès agrikòl peyi a te genyen nan tan lontan.

Youn nan gwo keston liv la soulve se feblès sistèm agrikòl aktyèl la. Daprè analiz la, agrikilti Ayiti a rete anpil sou modèl tradisyonèl ak sibzistans, ki pa kapab satisfè bezwen alimantè popilasyon an. Mank rechèch syantifik, absans gwo pwojè devlopman, ak feblès nan fòmasyon teknik se kèk nan baryè yo.

Pou rive nan yon agrikilti si-

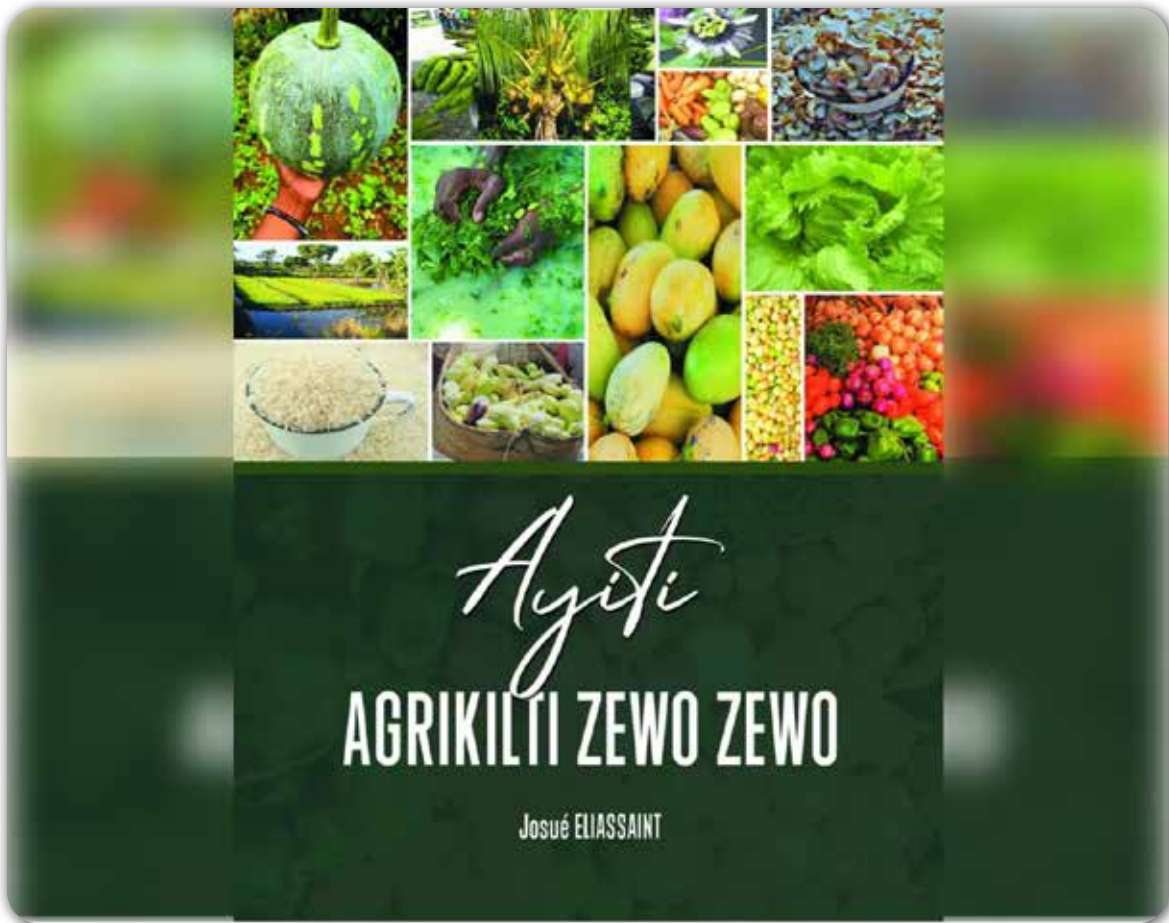
fizan, liv la pwopozè yon chanjman pwofon. Li mete devan, enpòtasyon pou envesti nan rechèch agrikòl, devlope edikasyon teknik ak inivèsité ki adapte ak reyalyte sektè a, epi entegre syans ak inovasyon nan pwodiksyon an. Se yon vizyon ki vize pa sèlman ogmante pwodiksyon, men tou modènize pratik agrikòl yo.

Nan nivo pwopozisyon konkrè, otè a lanse plizyè rekòmandasyon kle. Li mande Leta ayisyen pou ogmante bidjè agrikilti a, pandan li ankouraje yon kolaborasyon sere ant ministè agrikilti ak ministè edikasyon pou entegre fòmasyon agrikòl depi nan lekòl primè. Li ensiste tou sou nesite pou envesti nan tout chèn lan: pwodiksyon vejetal ak animal, transfòmasyon, ak ekspòtasyon.

Liv la kritike tou depandans twòp sou pwojè ONG yo, ki souvan pa dirab. Olye de sa, li ankouraje yon apwòch nasyonal ki baze sou kapasite lokal ak angajman kolektif. Nan menm sans lan, li envite popilasyon an devlope yon lanmou pou pwodwi lokal yo, epi bay priyorite a konsomasyon sa ki fèt lakay.

Finalman, "Ayiti, Agrikilti Zewo Zewo" leve yon keston fondamantal: kijan yon peyi ki gen yon istwa fyète tankou Ayiti rive pa ka nourri tèt li? Avèk plis pase mwaye manje ki konsome nan peyi a ki soti aletranje, otè a wè sa kòm yon ijans nasyonal.

Liv sa a pa sèlman yon analiz; li se yon apèl pou aksyon. Yon envitasyon pou tout Ayisyen mete men ansanm pou rebati yon sektè agrikòl ki kapab garanti sekirite alimantè peyi



Yon apèl pou n rebati yon sektè agrikòl ki wè devlopman

a, epi retabli diyite ekonomik nasyon an. Vant Siyati ofisyèl liv la ap fèt nan Nòdès, vil Fòlibète nan dat 25 avril k

ap vini la. Otè a gen pou l patisipe tou nan Liv an foli, youn nan gran festival kiltirèl liv ki fèt nan peyi a.

Oberde Charles
02 Avril 2026

Kokenn vikwa Abigaëlle nan konkou oratwa entènasyonal an Frans !



Abigaëlle Alexandre

Jèn oratè ayisyen sa a, Abigaëlle Alexandre genyen 21 lane. Li sot ranpòte konkou oratwa ki pi prestijye nan mond lan an Frans. Yon vikwa remakab, ki mete aksan sou talan ak elokans jèn ayisyen sa a sou sèn entènasyonal la.

Konkou wo nivo sa a, ki oganize an Frans, reyini chak ane kandida ki chwazi ak anpil atansyon, evalye sou rigè agiman yo, ladrès oral yo, ak kapasite yo pou kaptive yon odyans. Fas a

konpetitè ki soti nan plizyè peyi, Abigaëlle Alexandre te fè tandè vwa li, li te kaptive jiri a ak fòs diskou l epi koyerans nan lide l yo.

Pandan tout konkou a, reprezentan Ayiti a te navige chak etap avèk konfyans, li te konvenk ni jij yo ni odyans lan. Pèfòmans final li, li te resevwa anpil lwanj, li te kaptive tout moun ak kapasite remakab li nan pale an piblik ak elokans li, se sa ki te pèmèt li ranpòte tit la. Bravo Abigaëlle !

Leta Afranchi a an Ayiti !

M en yon fòmil klè kou dlo kokoye ki kenbe Leta Afranchi ki an plas nan peyi an depi apre asasina Anperè Jean-Jacques Dessalines 17 oktòb 1806 lan vivan toujou :

Leta Afranchi = Espwa pèp la + konfyans pèp la x volonte pou entegre + chèche rekonesans. Sa vle di kisa, an tèm senp?

Plis pèp la kontinye espere nan yon sistèm ki pa bay lavi, plis li kontinye fè konfyans nan yon estrikti ki pap fonksyone, plis li anvi antre ladan

l, jwenn plas li ak jwenn rekonesans li = se plis li bay yon kò ki deja mouri aparans lavi.

Se tankou lap ba nou kadav, pitit pèp lan ap tonbe chak jou, alòske l kontinye ap fonksyone men se kont enterè lavi nou. Donk, nou kapab konprann Leta afranchi anplas lan se yon Leta ki nekwotik.

Retire lespwa sa nou genyen nan li an. Retire konfyans sa a ki pa baze sou reyalyte nap viv yo, paske Leta sa pa janm fè anyen pou lavi

nou, sof nan lanmò nou. Retire bezwen pou valide tèt nou nan sistèm sa ki pa respektè lavi nou an, kap koule san pèp lan chak jou e ki pa rekonèt nou antanke moun lan, menm moman nou fè sa a, Leta Afranchi a ap tou tonbe poukont li, paske menm jan fòmil inisyal lan te mansyone l lan : se espwa nou + konfyans nou x volonte pou nou entegre + chèche rekonesans nan li ki kenbe l la toujou.

Kervens Louissaint

**Y & D
HANDYMAN**

Plumbing, Heating,
Electrical, Painting,
Cement, Apartment
/Office Cleaning

Yves Dumornay (Owner)
516- 870-6752
yvesdumornay@gmail.com

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL**

LEARN TO DRIVE

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Severe
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

**FRANTZ DANIEL JEAN
FUNERAL SERVICES INC.**

• Funerals in All Boroughs
• Transportation of Remains
• Cremation

Nou pale kreyòl.

**5020 Foster Avenue
Brooklyn, NY 11203**
718.613.0228

Miami : Un procès sur l'assassinat de Jovenel Moïse !

Par Kervens Louissaint

Durant tout le procès sur l'assassinat de Jovenel Moïse, je suis assis chaque jour dans la salle d'audience du Wilkie D. Ferguson Jr. U.S. Courthouse. Et, à mesure que les heures s'empilent comme des pièces à conviction, une impression diffuse se cristallise en certitude : ce procès ne raconte pas seulement un crime. Il en démonte la mécanique intime.

Premièrement, une distinction s'impose, nette, indispensable. Le tribunal fédéral américain ne juge pas l'assassinat dans sa totalité. Il en isole une tranche précise, celle qui relève du droit des États-Unis.

Autrement dit, il ne juge pas l'événement dans son intégralité, mais la portion du complot qui a transité par des circuits américains.

Dans cette logique, les chefs d'accusation deviennent lisibles :

a) Complot en vue de commettre un meurtre ou un enlèvement à l'étranger : il s'agit ici de l'intention, de la planification, de la projection d'un acte violent hors du territoire américain.

b) Fourniture de soutien matériel ayant entraîné la mort : financement, logistique, recrutement, armes, coordination. Tout ce qui transforme une idée en opération.

c) Utilisation de ressources américaines : entreprises basées en Floride, transferts financiers, communications. C'est ce fil juridique qui donne compétence au tribunal.

Par conséquent, ce procès n'est pas une substitution à la justice haïtienne. Il est une section transnationale du crime, disséquée avec précision. Et c'est précisément cette découpe qui révèle autre chose.

Deuxièmement, ce que le procès montre sans jamais l'énoncer frontalement. À première vue, tout est ordonné : accusés, juges, jurés, avocats. Une chorégraphie judiciaire parfaitement maîtrisée. Pourtant, dès que les témoignages s'enchaînent, cette apparente structure se fissure. Ce qui apparaît n'est pas une chaîne linéaire. C'est une toile. Des financiers croisent des intermédiaires. Des relais locaux



Le tribunal fédéral Wilkie D. Ferguson Jr.

se connectent à des circuits internationaux. Ce n'est ni une pyramide, ni une hiérarchie stable. C'est un système où les rôles se déplacent. Un appel active une relation. Une relation ouvre une possibilité. Une possibilité devient une action. Pris isolément, chaque élément semble banal. Mais assemblés, ils dessinent une architecture. Non pas une conspiration rigide, mais une imbrication fluide, presque organique. Or, c'est précisément dans cette fluidité que surgit un point de rupture analytique.

Après l'assassinat, selon les éléments évoqués à l'audience, deux figures clés — John Joël Joseph et Mario Antonio Palacios — se retrouvent à chercher refuge dans une zone associée à Vitel'Homme Innocent. Arrêtons-nous ici, sans précipitation. Un espace décrit comme "hors contrôle" devient un espace de protection. Ce renversement n'est pas anecdotique. Il est structurel. Car un refuge ne se choisit jamais au hasard. Il se calcule. Il suppose un contrôle des accès, une capacité de dissimulation, une discipline interne, une gestion du silence, et une résistance à la pression extérieure.

Dès lors, la question pertinente n'est plus : Pourquoi là-bas ?

Mais plutôt : Qu'est-ce que ces acteurs savaient de cet espace pour le juger fiable ?

Troisièmement, ajoutons une pièce décisive au puzzle. Selon l'audition de André Vladimir Paraison dans les rapports de la DCPJ, dans la nuit du 6 au 7 juillet 2021, il revenait d'une opération policière à Tabarre. Le même espace. La chronologie devient alors troublante : une opération policière est menée dans une zone sous influence informelle. Quelques heures plus tard, le président est assassiné. Ensuite, des suspects trouvent refuge dans cette même zone. Ce n'est pas une accusation. C'est une tension logique. Car, en théorie, une opération efficace désorganise un territoire, et un territoire désorganisé devient risqué pour se cacher. Or ici, le territoire reste fonctionnel. Mieux encore, il devient refuge stratégique.

Donc, plusieurs hypothèses émergent : soit l'opération n'a produit aucun effet structurel réel, soit le contrôle affiché ne correspond pas au contrôle réel, ou soit, plus profon-



Le mercredi 11 mars 2026, à Miami, des représentants du ministère de la Justice des États-Unis et du personnel de sécurité ont escorté Martine Moïse (au centre), veuve du président haïtien Jovenel Moïse, ainsi que sa fille Jormalie Moïse. Pedro Portal pportal@miamiherald.com

dément, les circuits informels offrent une protection parfois supérieure aux circuits officiels

À ce stade, une question plus large s'impose : où se situe réellement le pouvoir ?

Le procès suggère que le pouvoir, en Haïti, n'est pas simplement détenu. Il circule. Il circule entre institutions officielles, réseaux informels, acteurs économiques, groupes armés, et intermédiaires. Et surtout, ces sphères ne sont pas hermétiques. Elles sont poreuses, traversées, négociées, parfois instrumentalisées.

Quatrièmement, une présence silencieuse hante la salle d'audience : celle de l'État haïtien. Non pas comme symbole. Mais comme capacité. Capacité à protéger, prévenir, coordonner, intervenir. Or, si ces fonctions échouent au moment critique, alors une question brutale surgit : que reste-t-il de l'État lorsque sa fonction essentielle disparaît précisément au moment où elle est requise ?

Le tribunal, lui, peut établir des responsabilités individuelles : qui a financé, coordonné, exécuté. Mais il ne peut pas répondre à la question fondamentale : Dans quel type de système un tel crime devient-il possible ?

Car, à mesure que les témoignages s'accumulent, une idée s'impose avec une clarté presque incon-

fortable : Ce crime ne se situe pas en dehors du système. Il le traverse.

On commence avec une question simple : Qui a tué le président ?

Mais progressivement, cette question se transforme : Comment les acteurs ont-ils pu circuler avec une telle fluidité ? Pourquoi certains espaces protègent-ils mieux que les institutions ? Comment des barrières deviennent-elles des passages ? Pourquoi les connexions semblent-elles plus opérantes que les structures officielles ?

Et surtout : sommes-nous face à un dysfonctionnement ou à une autre logique de fonctionnement ?

En définitive, si un système permet simultanément la préparation d'un complot international, l'exécution d'un assassinat présidentiel, la circulation des acteurs, et leur capacité à trouver refuge sans qu'un centre clair n'en orchestre l'ensemble, alors le problème n'est peut-être plus seulement une affaire judiciaire. C'est un miroir. Et une fois que ce miroir est placé devant nous, il devient extrêmement difficile de détourner le regard.

Kervens Louissaint

Solidarité avec les travailleurs haïtiens et tous les employés de JBS !

Par Kathy Durkin

La grande majorité des 3 800 travailleurs qui ont mené avec succès une grève à l'usine de conditionnement de viande JBS à Greeley, dans le Colorado, le 16 mars dernier, étaient des immigrants originaires d'Haïti, du Mexique, de Somalie et du Myanmar (anciennement la Birmanie). Ces membres de la section locale 7 du syndicat "United Food and Commercial Workers" ont protesté contre des conditions de travail déplorables et dangereuses, et ont exigé un meilleur traitement, un accès aux soins de santé et de meilleurs salaires. L'entreprise a menacé de procéder à des licenciements si les travailleurs faisaient grève et/ou refusaient de quitter le syndicat.

Cette main-d'œuvre majoritairement migrante est restée unie et a obtenu la signature d'une convention collective assortie d'avantages sociaux.

Les travailleurs originaires d'Haïti étaient au nombre de 1 000. Le courage de ces travailleurs ne saurait être trop souligné. Ils ont bravé le risque de répression de la part de

l'administration Trump — qui a pris les migrants haïtiens pour cible de ses pires attaques racistes — et sont restés résolus malgré les menaces de détention et d'expulsion proférées par les services de l'immigration et des douanes (ICE). De plus, ils ont risqué des représailles de la part de la direction de JBS, tout comme l'ensemble des grévistes.

Le Statut de protection temporaire (TPS) accordé à 350 000 immigrants haïtiens, bien que prolongé, demeure entouré d'incertitudes. Un juge fédéral a bloqué sa résiliation, initialement fixée au 3 février par le Département de la Sécurité intérieure. Sous la pression populaire, la Chambre des représentants a adopté, le 16 avril, un projet de loi prolongeant le TPS pour les Haïtiens jusqu'en avril 2029. Le texte est désormais transmis au Sénat, où il devra livrer une bataille difficile pour être adopté. S'il est voté, il nécessitera la signature du président, farouche opposant au statut TPS pour les Haïtiens. Ce dossier devrait être porté devant la Cour suprême des États-Unis d'ici quelques semaines.

Pourtant, les travailleurs haïtiens de JBS poursuivent leur com-

bat. En décembre 2025, un groupe d'entre eux a intenté un procès — toujours en cours — contre JBS pour discrimination, accusant l'entreprise de leur infliger un traitement dégradant par rapport à celui réservé aux travailleurs non haïtiens. Cette action en justice, menée par l'organisation Farmstand, accuse l'entreprise d'exploiter de manière systémique sa main-d'œuvre haïtienne. (farmstand.org)

La plainte reproche notamment à l'entreprise d'affecter systématiquement les travailleurs haïtiens aux équipes de nuit ; d'accélérer délibérément la cadence des chaînes de production jusqu'à atteindre des niveaux dangereux, provoquant ainsi de graves blessures ; et de faire grimper la température de l'usine jusqu'à 100 degrés Fahrenheit (environ 38 °C) des pauses toilettes insuffisantes ; des logements médiocres, surpeuplés et insalubres, et bien plus encore. Ces travailleurs exigent la fin des traitements racistes au travail, ainsi que dignité et respect.

Leur lutte continue. Victoire aux travailleurs haïtiens et à tous les travailleurs de JBS !

WW 23 avril 2026



Des travailleurs haïtiens de JBS apprenant à voter lors d'une élection syndicale.

D'un processus électoral à l'autre, la saga continue ! (31^e partie)

Par Catherine Charlemagne

Dès le retour à Port-au-Prince, durant un Conseil des ministres réalisé à la sauvette au Palais national sous la présidence du Conseiller-Président Leslie Voltaire le jeudi 6 octobre 2025, deux importantes décisions ont été prises : mettre fin à l'existence du Comité de pilotage de la Conférence Nationale, ce qui a entraîné la suspension immédiate du processus de la réforme constitutionnelle, donc du référendum sur le texte final de la nouvelle Constitution et changer le mandat des membres du CEP. Signalons que cette décision a été prise sans avertir l'institution électorale qui, jusqu'au vendredi 10 octobre suivant, restait en attente de la communication officielle de la présidence de la République.

En effet, après l'annonce de la suspension du processus de la réforme constitutionnelle et la modification du mandat du CEP et la non réaction de celui-ci, la presse et les observateurs politiques ont cherché à connaître l'avis de ses membres. Pour toute réponse, il a été rapporté que : « Le CPT avait déjà abordé la possibilité de ce changement dans notre mandat avec les membres du CEP en septembre dernier. Mais, à date, nous n'avons pas encore été officiellement touchés de cette décision formelle visant à modifier notre mandat. La plupart des membres du CEP sont actuellement en mission dans certains départements. Nous allons nous rencontrer ce week-end pour discuter du timing et des conditions indispensables à l'organisation des élections dans le pays. Nous avons déjà commencé à travailler sur le décret électoral » *Le Nouvelliste* daté du 10 octobre 2025.

Le 14 octobre 2025, soit le lendemain de l'installation du nouveau bureau du Conseil Electoral Provisoire, le chef du gouvernement, Alix Didier Fils-Aimé, a rendu une nouvelle visite au CEP, histoire de rassurer les nouveaux dirigeants du soutien de l'Exécutif à l'institution. « Ce mardi 14 octobre, les membres du CEP ont eu une longue réunion avec le Premier ministre et celui-ci a pu réaffirmer le plein soutien de son gouvernement à l'organisation des prochaines élections en dépit du changement dans le mandat du CEP. » Selon un communiqué du service de presse de la Primature titré : « en route vers l'organisation des élections », on apprend par ailleurs que : « Le Premier ministre, monsieur Alix Didier Fils-Aimé, a tenu ce mardi une nouvelle séance de travail avec les membres du Conseil Electoral Provisoire (CEP). Au cours de cette rencontre, le chef du gouvernement a salué la mise en place du nouveau bureau du CEP, marquant ainsi une étape importante sur la voie du renforcement des institutions démocratiques du pays. Le Premier ministre a réaffirmé le soutien ferme et inconditionnel du gouvernement à l'institution électorale nationale. Il a souligné la volonté de l'Exécutif d'accompagner le CEP dans toutes les démarches nécessaires à la bonne conduite du processus électoral, dans un esprit de transparence, d'inclusion et de crédibilité. Le chef du gouvernement a encouragé le CEP à doter le pays, dans les meilleurs délais, d'un décret électoral et d'un calendrier clair, afin de garantir le bon déroulement des prochaines élections et de renforcer la confiance du peuple haïtien dans le processus démocratique. »

En réalité, tout était du vent dans la mesure où ce communiqué portant un titre baigné d'optimisme laissant croire que les scrutins, même après l'abandon du référendum, étaient pour bientôt, n'était en vérité que du bluff de la part des autorités.



Le Premier ministre, Alix Didier Fils-Aimé et les membres du Conseil Electoral Provisoire (CEP).

En lisant le texte du communiqué, l'on remarquera qu'il ne comporte aucune date précise ni même une proposition de date pour cette élection qui se fait attendre comme une arlésienne qui s'annonce mais qui n'apparaît pas. Par ailleurs, le 14 et 15 octobre

électorales. » Entretemps, les opposants au processus de la réforme constitutionnelle et aux élections qui se méfient tout de même de l'attitude alambiquée des autorités de la Transition qui tantôt disaient renoncer au référendum tantôt confirmaient



Charlot Murat, dirigeant de l'Eveil du Grand Sud

2025, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a reçu le Rapport qu'il avait commandé sur la situation en Haïti, notamment sur les activités du Conseil Electoral Provisoire et de son plan pour la réalisation des élections en cette année 2025.

Selon le Rapport de l'ONU qui a été rendu public : « Le 5 août, le Conseil Electoral Provisoire a soumis à l'Exécutif un plan opérationnel révisé et un budget de 136,5 millions de dollars pour la première phase des élections, évoquant les coûts liés à l'insécurité, aux investissements supplémentaires et aux arriérés de salaires accumulés. Malgré l'environnement difficile et l'incertitude entourant le calendrier électoral, le Conseil Electoral Provisoire a poursuivi ses préparatifs techniques. Grâce à l'assistance technique et logistique de l'ONU et à l'appui en matière de sécurité que lui ont fourni la Police nationale d'Haïti et les Forces armées d'Haïti, le Conseil a achevé l'évaluation des Centres de vote dans 9 des 10 départements le 21 juin écoulé. Dans le département de l'Ouest où la plupart des électeurs sont inscrits, l'insécurité a restreint l'accès à 5 des 20 communes. La liste du Conseil indique que le nombre de Centres de vote est actuellement de 1309 pour un nombre d'électeurs estimé à 6,2 millions, dont 51,6 % sont des femmes. »

À ce jour, environ 460 membres du personnel des bureaux départementaux et communaux ont suivi une formation sur les procédures

leur volonté d'organiser des élections avaient une fois de plus rappelé au pouvoir que, dans ce contexte, la priorité n'est pas d'organiser des élections. Ils soulignaient que les conditions minimales pour un scrutin crédible et inclusif étaient loin d'être réunies. Le mardi 21 octobre 2025, le quotidien *Le National* a rapporté un entretien qu'il a eu avec Charlot Murat, dirigeant d'une organisation dénommée *l'Eveil du Grand Sud* qui, dès le début, a toujours été contre le processus de la réforme constitutionnelle. Dans l'idée d'un grand mouvement d'unité nationale, ce dirigeant appelle : « Toutes les corporations professionnelles et syndicales, les organisations de paysans, de jeunes et de femmes, les associations religieuses, culturelles et intellectuelles, les universités, les artistes, la diaspora et les médias à s'unir autour d'un projet commun, incluant également les associations d'avocats, mouvements environnementaux et membres des sociétés traditionnelles et spirituelles, tels que Souvenance, Soukri, Badjo, Déréal, Breda, Gran Chimen, Anacaona ou Dahomey, etc. » Si cette organisation régionale salue la décision du CPT de surseoir au référendum et au projet d'une nouvelle Constitution en la jugeant de « sage décision », ses dirigeants, à travers Charlot Murat, disent tout le mal qu'ils pensent du CPT et expliquent qu'ils n'étaient pas les seuls à s'opposer aux élections.

« Le Conseil Présidentiel de

rité Publique (MJSP) que plus de 220 partis politiques ont régularisé leur situation administrative et sont donc prêts pour les élections. Le Ministère laissait entendre que la liste officielle de ces formations politiques allait être bientôt publiée. Le 20 octobre 2025, pour la première fois depuis l'ouverture du processus électoral par le Conseil Présidentiel de Transition, une date était prévue afin de dévoiler le calendrier des élections générales dans le pays. C'est un membre du Conseil Présidentiel, en l'occurrence Frinel Joseph, responsable des questions électorales pour la présidence, qui l'avait annoncée. Selon lui, le 15 novembre 2025 au plus tard la date devrait être connue. Certes, Leslie Voltaire, au cours de son mandat de six mois à la Coordination du CPT, avait avancé une date pour le référendum, ce qui s'était révélé faux.

Mais là, il s'agit d'une date pour des élections générales après l'abandon de la réforme de la Constitution et du référendum. Ce Conseiller-Président, n'ayant certes pas de voix de vote, dans un entretien accordé au journal *Le Nouvelliste* le 20 octobre 2025, disait ceci : « Tout le monde le sait et au CPT nous sommes d'accord sur le fait que notre mandat prendra fin le 7 février 2026 comme le veut l'Accord du 3 avril. Le CEP ne pourra pas organiser les élections à temps pour permettre au pays d'avoir de nouveaux élus avant le 7 février. La date des élections sera fixée au plus tard le 15 novembre prochain. Tenant compte qu'on n'a pas eu une nouvelle Constitution, ces élections auront lieu sous l'égide de la Constitution de 1987. »

Ainsi donc, tout le monde restait accroché à cette date du 15 novembre pour voir ce qui allait arriver, puisque, depuis son installation à la tête du pays, le Conseil Présidentiel de Transition avait habitué la population au non-respect de ses engagements ni vis-à-vis de ses propres partenaires politiques ou des parties prenantes ni même auprès des citoyens. Les observateurs politiques quant eux étaient aussi curieux et impatients de voir arriver cette date fatidique devant enfin annoncer l'ouverture pour de bon du vrai processus électoral conduisant à la campagne et à l'élection de nouveaux élus après plus de sept années sans aucun scrutin en Haïti. Même si ces élections devaient être réalisées sous l'égide d'une administration politique d'un nouveau Pouvoir exécutif de Transition. (À suivre)

C.C

FRANTZ BOISSON, EA

Licensed: US Treasury Dept.

TAX & ACCOUNTING
Individual, Self-employed, Corporate, Cabbies,
Aliens, Business Set-up, Proposals

IRS REPRESENTATION
Audits, Back taxes, Warrants, Levies, Appeals

3415 Avenue I
(near Flatbush Ave.)
Brooklyn, NY

646-249-5204

De Facto Government Illegally Signs Three Long-Term Contracts Worth Millions with Shady Foreign Firms

Evergreen Trading System Limited, Alex Stewart International, Windward Wyoming LLC, Metric Correctional Facility S.A., Metric Management Inc., and Transcaribbean Energy Partners & Consulting S.A.

by Catherine Charlemagne

In Haiti, political transitions are a very lucrative business for their leaders. This has been going on repeatedly for 40 years, but with de facto Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé taking the reins, corruption and illegality have reached new heights.

The tactics employed are too outrageously brazen to ignore. They aim is to blame everything on smuggling, insecurity, and “gangs.” This corrupt government has been very



Vincent Gordon, CEO of Evergreen Trading System Limited, is based in Abu Dhabi.

tricky and might have been able to pull off their swindle without a hitch. But Haitian citizens have begun to take notice of these long-term contracts, involving strategic sectors of Haiti's economy, awarded to foreign firms for exorbitant sums in their names.

The issue at hand is three contracts that Fils-Aimé and his cronies have signed, supposedly to combat Haiti's insecurity, smuggling, and corruption, and to build three «model» prisons. However, these contracts, for which the Haitian state is paying hundreds of millions of dollars, are in reality nothing but black holes. They only allow the current administration to line its pockets, while the problems remain unchanged.

Evergreen Trading System Limited and Alex Stewart International

The first example is the contract signed with the foreign company **Evergreen Trading System Limited** to bring order to Haiti's customs outposts on the borders between Haiti and the Dominican Republic, specifically Malpasse (West Department), Ouanaminthe (North Department), and Belladère (Central Department).

According to the contract's terms of reference (TOR), this initiative aims to strengthen national security at the borders in order to optimize tax and customs revenues. (Seizing Haiti's customs system, its main revenue source, was also the first thing U.S. Marines did when they invaded Haiti in 1915.) The contract is supposed to allow the State to more effectively combat transnational crime, smuggling, and, of course, tax evasion. It's an appealing sales pitch, but the reality is much darker.

This contract will cost the Haitian state the staggering sum of almost \$543 million over the next 10 years, but nothing concrete has been observed since it was approved in February. It was signed with Vincent Gor-



De facto Haitian Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé: “Is it legal for a de facto government, with no popular mandate, to commit the State for such long periods in such complex contracts that cost the public treasury so much money?”

don, CEO of Evergreen Trading System Limited, and Enrique Segura, President of Alex Stewart International, whose website offers “customs revenue optimization” as one of its services.

Meanwhile, “Evergreen Trading System Limited” (sometimes reported as “Systems”) does not even appear to have a website. As *Haiti Liberté* reported in August 2025, the only website that has a somewhat similar name is not functional, casting doubt on the company's credibility.

Evergreen's CEO, Vincent Gordon, is a partner in the Lon-



Enrique Segura, President of Alex Stewart International

don-based law firm of Holman Fenwick Willan LLP (HFW), and he is based in Abu Dhabi. It's all a little spooky.

While Haitian customs have brought in a lot of state revenue in recent years, they have also been vulnerable to corruption. This is particularly true at the three Dominican border crossings where, in reality, the state has little to no control. Malpasse and Belladère are completely in the hands



Raymond Roberty is the President of the Florida-based Metric Management Inc.

of criminals and armed groups who rule the roost. In Ouanaminthe, the Prime Minister's cronies, the notorious com-

mercial and financial oligarchy, control the flow of goods into and out of this customs post, a major source of foreign currency.

The two contracted firms which are supposed to solve this problem are dodging the issue, stating that they are not yet operational. Therefore, they say, what is happening today falls under the jurisdiction of the Haitian authorities, not theirs.

From a strictly legal standpoint, they are correct. Indeed, the Superior Court of Accounts and Administrative Disputes (CSCCA) gave the government the green light to finalize the contract months ago. And immediately, the key government ministers — namely, Economy and Finance, Justice and Public Security, National Defense, Interior, and Territorial Administration — signed the contract on the State's behalf, thus freeing the authorities and the companies involved to begin work on installing the equipment necessary to identify fraudsters and smugglers.

In the major ports of Miragoâne, Saint-Marc, Port-de-Paix, Port-au-Prince, and Cap-Haïtien, Gonaïves, Petit-Goâve, and Saint-Louis du Sud, Evergreen Trading System Limited is also supposed to install fixed and mobile scanners to apprehend traffickers of illicit goods and unscrupulous and corrupt exporters.

It should be noted that this contract includes the deployment of a range of technological equipment, including scanners, satellite surveillance, helicopters, and more. Meanwhile, smuggling continues on a massive scale along the entire 243 miles of land borders shared by Haiti and the Dominican Republic.

Windward Wyoming LLC

The second emblematic case is the contract signed with **Windward Wyoming LLC**, a subsidiary of **Windward Holding Limited**, itself a U.S. company registered... in the United Arab Emirates (UAE), a petro-monarchy located on the Persian Gulf, right in the heart of the U.S.-Israeli war against Iran. (As we noted earlier, Evergreen Trading SystAccording to the contract's



Erik Prince, the CEO of Vectus Global, is reportedly connected to Windward Wyoming LLC. Photo: API

TOR, this security company was tasked with restoring peace and security in Haiti by fighting armed groups.

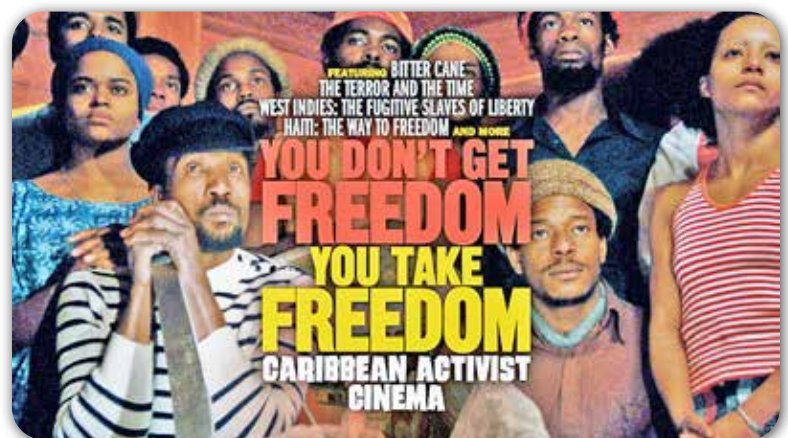
The company is reported to be linked to mercenary magnate Erik Prince's **Vectus Global**,

which is the soldier-of-fortune outfit currently working with the Haitian National Police (PNH) to carry out deadly drone and armed unit attacks on poor Haitian neighborhoods, as *Haiti Liberté* as been documenting.

The *Je Klere Foundation* (Open Eyes Foundation or FJKL), headed by Marie Yolène Gilles and

continued on p(16)

Bitter Cane Begins Streaming on the Criterion Channel on May 1



Announcement on the Criterion Channel of the “Caribbean Activist Cinema” series of which Bitter Cane is a part.

by Marie Laurette Numa

The Criterion Channel has been described by Raymond Cavaliere of ForeverWatch.com as “A Film-Lover's Streaming Home.” The subscription streaming platform “focuses on curated cinema — classics, international gems,



A “koumbit” (work crew) in the film Bitter Cane, which will begin streaming on the Criterion Channel on May 1.

and influential titles — served with context that helps viewers understand what they're watching and why it matters.”

The *New York Times* describes Criterion as “gathering the greatest films from around the world,” compiling “a catalog so synonymous with cinematic achievement that it has come to function as a kind of film Hall of Fame.”

Therefore it is a great honor that the feature documentary *Bitter Cane*, produced clandestinely in Haiti in the final years of the Duvalier dynasty, has been selected to begin streaming on the Criterion Channel starting May 1.

Directed by the late Ben Dupuy and filmmaker/journalist Kim Ives, in collaboration with the underground *Mouvement Haïtien de Libération* (MHL) and a collective of Haitian and North American filmmakers and activists, *Bitter Cane* won awards in several film festivals — including first prize at the Antwerp Film Festival — following its 1983 release. Produced in both English and Kreyòl, it was projected in theatres to North American and Haitian audiences around the U.S. and Canada, and then, following the Duvalier dictatorship's fall in 1986, on church walls, bed-sheets, and university movie-screens, helping to sow the ideological seeds for the Lavalas movement that sprouted in the following years.

Although released and distributed on DVD by the late Katharine Kean's Crowning Rooster Arts in the early 2000s, the film's original video transfer made by Dupuy and Ives' Haiti Films collective, due to budget restraints, was sub-par. But in 2024, the IndieCollect film preservation orga-

nization returned to the original 16mm negative and magnetic track to digitize the film by 21st century standards, restoring *Bitter Cane* to a form even more beautiful than its original glory.

Bitter Cane's restored version premiered at the Anthology Film Archive in Manhattan in February 2024, and the prestigious Brooklyn Academy of Music (BAM) Cinema showed it for a twice-extended run in June 2024.

The new version was also shown at several U.S. film festivals, such as in Miami's May 2025 Third Horizon Film Festival, where curator Jonathan Ali compiled a selection of films entitled “You Don't Get Freedom, You Take Freedom: Caribbean Activist Cinema 1978–1985.” *Bitter Cane* was part of that line-up, which will now be on the Criterion Channel, along with *Haiti: The Way to Freedom* (1973), *The Terror and the Time* (1978), *Women of Suriname* (1978), *West Indies: The Fugitive Slaves of Liberty* (1979), *Grenada: The Future Coming Towards Us* (1983), and *Sweet Sugar Rage* (1985).

“*Bitter Cane...* was [a] broadside against Haiti's Duvalier dictatorship and its ongoing exploitation of the Haitian people in concert with multinational interests,” Ali wrote in *Docu-*



A woman factory worker interviewed in Bitter Cane.

mentary Magazine. “Every film made in the Caribbean was a movement unto itself. In most cases, whether intentionally or not, the films... were one-off productions, eruptions that accompanied and were sometimes directly born out of activist struggles for social, economic, and political reform.” Criterion will now be presenting *Bitter Cane* and other classics from this prolific, revolutionary period over 40 years ago.

Bitter Cane has also been selected to be part of the “1001 Documentary Films Collection,” spanning the period from 1895 to 2020, to be included in UNESCO's Memory of the World Register.

One can subscribe to the Criterion Channel for \$11 per month or \$100 per year, which is cheaper than a Netflix subscription for much higher quality films. They also offer a free 7-day trial subscription for curious viewers to sample the hundreds of films which they offer.

NON, LA CHINE N'EST PAS U



La Chine n'a jamais cessé d'être communiste

Par Bruno GUIGUE

Il y a des expressions qui connaissent une histoire singulière, et le signifiant "capitalisme d'État" est sans doute l'un des plus élastiques de la science politique de notre temps. Lorsqu'il s'agit en Occident de nommer la Chine contemporaine, d'en donner une représentation savante, ou, pour employer un langage marxiste, de désigner la formation sociale qui la caractérise, voilà que le "capitalisme d'État" fait immédiatement irruption dans le discours : de la droite à la gauche, des marxistes aux libéraux en passant par les conservateurs, tout le monde semble tomber d'accord. Comme s'il était frappé au coin du bon sens que la Chine relève d'une telle catégorie, une belle unanimité, de Steve Bannon à Frédéric Lordon, efface les inimitiés idéologiques habituelles. (1)

Chez les critiques de droite, désigner la Chine comme un "capitalisme d'État" a une fonction particulière dans un discours en forme de réquisitoire judiciaire : il s'agit d'accuser le gouvernement chinois de ne pas respecter les règles du commerce mondial, du libre-échange et de la concurrence pure et parfaite entre les entreprises sur le marché mondial. En acceptant la Chine dans l'OMC, les pays occidentaux auraient ainsi été victimes d'un marché de dupe : Pékin aurait violé les règles du jeu en accordant des subventions à ses entreprises et en maintenant un puissant secteur public dont l'existence apparaît comme une hérésie aux yeux des tenants du dogme libéral. (2) Il est amusant de constater, à ce propos, que la réponse des Chinois à ce type d'accusation consiste généralement à montrer que la Chine contemporaine ne s'exonère pas des règles du libre-échange et respecte les accords commerciaux, tandis que son partenaire numéro un, au contraire, s'ingénie régulièrement à les mettre en pièces, comme le montre la guerre commerciale déclenchée par l'administration Trump.

Avec finesse, les experts chinois soulignent aussi que l'articulation forte

entre l'État et le marché n'est pas une caractéristique originale du système économique chinois, mais une constante des sociétés modernes, particulièrement depuis que les deux guerres mondiales ont conduit la puissance publique à intervenir dans la régulation des activités économiques. Si l'on accuse la Chine, par exemple, de pratiquer le capitalisme d'État et de contourner les principes du libéralisme en utilisant ses entreprises publiques, les Chinois ont beau jeu de répondre que les entreprises publiques existaient dans les pays capitalistes bien avant qu'elles ne fussent créées en République populaire de Chine. En réalité, il n'y a jamais eu d'économie de marché pure et parfaite, de concurrence totalement transparente, ni d'allocation des ressources par le marché sans une forme ou une autre de régulation par des instances qui ne relèvent pas du marché. (3)

De ce point de vue, l'argumentation des chercheurs chinois qui analysent l'histoire du capitalisme d'État coïncide avec les conclusions du grand historien français Fernand Braudel. Dans son ouvrage «La dynamique du capitalisme», il écrit : "Ainsi l'État moderne, qui n'a pas fait le capitalisme, mais en a hérité, tantôt le favorise et tantôt il le défavorise ; tantôt il le laisse s'étendre ; tantôt il en brise les ressorts. Le capitalisme ne triomphe que lorsqu'il s'identifie avec l'État, qu'il est l'État. Dans sa première grande phase, dans les villes-États d'Italie, à Venise, à Gênes, à Florence, c'est l'élite de l'argent qui tient le pouvoir. En Hollande au XVIIe siècle, l'aristocratie des Régents gouverne dans l'intérêt et même selon les directives des hommes d'affaires, négociants ou bailleurs de fonds. En Angleterre, la révolution de 1688 marque pareillement un avènement des affaires à la hollandaise". En remontant quelque peu aux origines, on se rend compte que la relation privilégiée entre l'État et le capitalisme n'est pas une donnée nouvelle de l'histoire économique. C'est une réalité fort ancienne dont les pays capitalistes occidentaux eux-mêmes, du XVIe au XXe siècle, ont souvent montré l'exemple.

Le paradoxe de cette situation, c'est que le capitalisme d'État est une expression qui fut popularisée par Lénine au lendemain de la révolution d'octobre 1917, lorsqu'il expliquait les différentes étapes par lesquelles la Russie des soviets devait passer pour jeter les bases du socialisme. Lénine accordait en effet une importance particulière à cette étape incontournable, selon lui, du développement d'une économie exsangue : "Le socialisme est impossible sans la technique de la grosse industrie capitaliste, technique organisée selon le dernier mot de la science moderne. Il est impossible sans une organisation méthodique réglée par l'État, et qui impose à des dizaines de millions d'hommes la stricte observation d'une norme unique dans la production et la répartition des produits. Nous marxistes, l'avons toujours dit".

En effet, "ce n'est pas sans raison que les maîtres du socialisme ont parlé de toute une période de transition du capitalisme au socialisme, ce n'est pas sans motif qu'ils ont insisté sur les longues douleurs de l'enfantement de la nouvelle société, cette dernière étant elle aussi une abstraction, incapable de devenir une réalité autrement qu'à la suite d'une série de tentatives concrètes, variées et imparfaites pour fonder tel ou tel État socialiste". Or "le capitalisme de monopole de l'État est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'échelon historique qu'aucun autre échelon intermédiaire ne sépare de l'échelon appelé socialisme".

Sous l'égide de l'État prolétarien, notre politique, dit Lénine en 1921, c'est de « donner aux petits paysans, en échange du blé, tous les produits dont il ont besoin et que fournit la grosse industrie socialiste ». C'est pourquoi il ne faut pas "bloquer le développement des échanges privés non pratiqués par l'État, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme". Car c'est "un développement inévitable" lorsqu'il y a "des millions de petits producteurs". Entraver ces échanges, ce serait "une sottise et un suicide pour le parti qui aurait essayé de le faire, une sottise, parce

que cette politique est économiquement impossible, un suicide, parce que les partis qui essaient de pratiquer une politique de ce genre aboutissent à une faillite certaine". Ce que nous devons faire, "ce n'est pas bloquer le développement du capitalisme, mais s'appliquer à l'orienter dans la voie du capitalisme d'État, chose économiquement possible, puisque le capitalisme d'État existe sous une forme ou sous une autre partout où il existe des éléments de commerce



La Chine a fêté le 1er juillet 2021, les

libre et de capitalisme en général". C'est pourquoi "l'État prolétarien doit devenir un patron prudent, soigneux et habile, un négociant en gros consciencieux. Sinon il ne pourra pas mettre debout,

aurait renoncé au socialisme, restauré le capitalisme et rétabli dans ses droits une bourgeoisie avide de profit. Simultanément, les réformes auraient laissé le monopole du pouvoir au parti communiste afin de faire taire les opposi-

économiquement, ce pays de petits paysans". (4)

Dans sa définition historique précise, le capitalisme d'État est donc cet état transitoire, identifié par Lénine comme l'antichambre du socialisme : autrement dit, un compromis nécessaire entre les principes du socialisme et les réalités du sous-développement. Il est donc particulièrement cocasse de voir les adversaires libéraux du socialisme à la chinoise utiliser ce concept pour stigmatiser le caractère étatique du système chinois, puisque Lénine l'a forgé précisément pour justifier le contraire : le maintien temporaire de la petite production sous la tutelle d'un État modernisateur. Mais là où le débat devient encore plus complexe, c'est que cette première ligne argumentative consistant à incriminer "l'étatisme du capitalisme à la chinoise" coexiste avec une seconde ligne argumentative aux intentions totalement opposées, puisqu'elle consiste au contraire à incriminer "le caractère capitaliste de l'État chinois". Dans un cas comme dans l'autre, on brandit l'expression "capitalisme d'État" comme s'il disait tout, alors même que son usage contradictoire saute aux yeux.

Dans le second cas, on l'aura compris, les attaques viennent de la gauche et de l'extrême gauche. C'est dans les milieux progressistes et marxistes que s'instruit, en effet, le procès d'un "socialisme aux caractéristiques chinoises" hâtivement assimilé à un capitalisme d'État qui serait aussi exploiteur et prédateur que le capitalisme libéral à la mode occidentale. Tandis que les critiques de droite répètent ce mantra pour accuser la Chine de pratiquer l'étatisme, les critiques de gauche font de même, mais pour reprocher à la Chine d'être trop capitaliste. Toutefois, comme c'est souvent le cas lorsqu'un système social fait l'objet d'attaques croisées, celles-ci manquent également leur objet, et deux erreurs d'analyse cumulées produisent rarement une vérité.

Les critiques de gauche reposent principalement sur l'interprétation donnée aux réformes économiques engagées à partir de 1978 : la Chine

JN « CAPITALISME D'ÉTAT »

tions et d'imposer la restauration capitaliste. Cette lecture est dominante dans les milieux progressistes et marxistes du monde occidental, mais elle a un très gros inconvénient : elle est fautive. Elle postule en effet que les Chinois, en modifiant le cap économique, auraient procédé à un changement systémique. Or la structure socialiste de la formation sociale chinoise a été maintenue contre vents et marées. Même si la période de transition a été très difficile et si la Chine charrie aujourd'hui encore son lot de contradictions, les réformes n'ont pas altéré le mouvement d'ensemble de la société chinoise en direction du socialisme.

Si tel est le cas, c'est non seulement parce que l'État socialiste a conservé la propriété des principaux moyens de production ; parce qu'il affermi son contrôle sur les secteurs-clés de l'industrie (la moitié des actifs industriels relève des entreprises publiques) ; parce que les circuits de financement de l'économie sont très largement aux mains de l'État (80% des actifs bancaires appartiennent à des banques publiques) ; parce que la propriété ultime de la terre est toujours celle de l'État, les collectivités locales se chargeant de l'allocation des ressources foncières ; parce que la direction de l'économie est assurée dans le cadre d'une planification efficace et décentralisée.

Mais c'est surtout parce que les résultats sont là : la politique du gouvernement a généré une amélioration constante des conditions de vie de la population ; les salaires réels ont fortement augmenté dans les vingt dernières années ; le pays a été doté d'infrastructures performantes dans tous les domaines de la vie quotidienne (éducation, santé, transports, culture, loisirs) ; tous les logements ont l'eau, l'électricité et les sanitaires, et 90 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale ; la pauvreté extrême a été éradiquée au terme d'un programme unique au monde, et les inégalités sociales, si elles demeurent importantes, tendent à se réduire ; la politique du gouvernement chinois en



Le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère n'est pas une rêverie éthérée, mais un processus historique ...

cun conflit armé depuis 47 ans, et elle a développé des partenariats constructifs avec 153 pays dans le cadre de "l'Initiative, la ceinture, la route".

Bien sûr, le parti communiste chinois n'a pas encore atteint son objectif ultime qui est la construction d'un "pays socialiste puissant, beau et prospère", et il a fixé à 2049 l'échéance finale de cette réalisation. Si la Chine est encore au "stade primaire du socialisme", c'est parce que le développement des forces productives y est encore insuffisant. "La contradiction principale, dit Xi Jinping, c'est la contradiction entre le développement encore

processus historique. Ce processus est en cours, il prendra encore des décennies, mais les résultats obtenus sont d'ores et déjà impressionnants : le peuple chinois a été sorti de la misère et de l'oppression, et il s'avance vers la construction d'une société en forme de "ballon ovale" comme disent les textes officiels du PCC, c'est-à-dire une société où les classes moyennes deviennent le groupe largement majoritaire de la société chinoise, tirant vers le haut l'ensemble de la population.

Ces résultats, la Chine les doit au socialisme, c'est-à-dire à une politique menée dans l'intérêt du peuple tout entier sous la direction du parti communiste chinois, lequel entraîne l'ensemble des acteurs publics et privés qui travaillent à l'édification d'une société plus juste et plus développée. C'est pourquoi la Chine est un pays où il y a des capitalistes, mais sans être "un pays capitaliste". Le secteur occupé par des entreprises de type capitaliste côtoie un puissant secteur public correspondant au mode de production socialisé, un large secteur agricole organisé selon le mode de production familial, et enfin une myriade d'entreprises individuelles et de sociétés coopératives disséminées dans la société. Mais c'est l'État socialiste qui est aux commandes, sous la direction d'un parti communiste qui sélectionne ses dirigeants selon leurs mérites au service du peuple et orchestre la planification du développement global de la société.

À l'évidence, ce système politique, économique et social n'a rien à voir avec le capitalisme des pays capitalistes : comme le montre leur fonctionnement réel, et non l'énoncé verbal des principes dont ces pays dits démocratiques se réclament, la classe des détenteurs de capitaux y exerce le pouvoir, et elle a toujours le dernier mot. Certes l'État peut y jouer un rôle régulateur, parfois très important : il peut se voir confier des missions d'ordre stratégique, mobilisant des financements que seule la puissance publique peut fournir, mais sa structure de classe fondamentale lui impose sa sujétion finale aux intérêts privés. Dans les années 1960, sous le pouvoir gaulliste, l'État-stratège a doté le pays des joyaux d'une industrie innovante (transport ferroviaire, nucléaire, spatial, aéronautique) et défendait une certaine idée de la France face aux su-

perpuissances. Et pourtant, lorsque la fraction hégémonique du capitalisme français a rejeté un nouveau projet de réforme qui mettait en cause ses privilèges de classe, elle a signifié son congé au général de Gaulle en 1969.

Fondée sur une légitimité historique et démocratique, la direction du pays par le parti communiste donne à la Chine, à l'inverse, une stabilité politique et une orientation socialiste qui sont non négociables. La différence entre le capitalisme d'État des pays capitalistes et le socialisme aux caractéristiques chinoises, c'est que le premier est placé sous l'hégémonie de la classe possédante, en dépit du rôle de l'État, tandis que le second est placé sous l'hégémonie de l'intérêt commun sous le contrôle du parti qui en est le garant. La critique gauchiste du capitalisme d'État bute inmanquablement sur cette contradiction : elle ne sait pas distinguer l'orientation capitaliste du "capitalisme d'État" des pays capitalistes, d'une part, et l'orientation socialiste du socialisme aux caractéristiques chinoises, d'autre part.

Pourquoi ne peut-elle opérer cette distinction ? Sans doute parce que les concepts qu'elle utilise sont des abstractions. Dans la formation sociale chinoise, elle ne voit ni le jeu complexe et hiérarchisé des modes de production, ni la prédominance incontestable du secteur socialisé qui en est le trait principal ; pas plus qu'elle ne comprend le rôle dirigeant du parti communiste en qui elle voit l'organe d'un pouvoir totalitaire, alors qu'il est l'instrument d'une démocratie populaire : fort de ses 100 millions d'adhérents, il traduit les revendications des masses tout en organisant l'application des décisions prises par les organes du parti et de l'État. En Chine, ce n'est pas l'oligarchie capitaliste qui a le pouvoir, c'est le parti communiste. C'est peu de dire que les hommes d'affaires chinois qui ne l'ont pas compris ont eu beaucoup d'ennuis : la liste des dirigeants sanctionnés par les tribunaux est impressionnante. Pourtant cette sévérité ne reflète pas un acharnement particulier de la justice chinoise contre les classes fortunées : elle indique simplement le fait que les plus riches ne sont pas exemptés de l'application de la loi pénale. Si le système chinois était un "capitalisme d'État" à l'occidentale, est-on sûr que

les capitalistes craindraient la sévérité des tribunaux ? Les pays capitalistes, en tout cas, donnent peu d'exemples de puissants hommes d'affaires ayant dû subir les foudres de la loi pénale pour leurs malversations.

En conclusion, on notera que le paradoxe souligné initialement n'est pas si paradoxal : qu'il y ait convergence des attaques menées contre la Chine socialiste par les thuriféraires du capitalisme privé et les doux rêveurs du gauchisme occidental n'est pas un hasard. Dans un document publié par une branche de la "Quatrième internationale" (trotskiste), la Chine est qualifiée de "puissance capitaliste et impérialiste". Les auteurs du document affirment aussi qu'en cas de conflit entre la Chine et les États-Unis, la seule attitude révolutionnaire serait dans les deux cas de "pratiquer le défaitisme" : autrement dit, ne soutenir ni l'un ni l'autre des belligérants, ainsi renvoyés dos à dos, rester les bras croisés par "anticampisme", bref observer une stricte neutralité dans un conflit qui opposerait l'impérialisme prédateur des États-Unis, dont on voit aujourd'hui encore l'immensité des méfaits, et la République populaire de Chine, dont tout indique qu'elle ne choisira jamais la voie des armes si elle peut l'éviter. (5) L'usage polémique du concept de "capitalisme d'État", véritable appellation infamante dans l'esprit de ses auteurs, serait-il le cache sexe d'une connivence entre adversaires de droite et de gauche d'un socialisme chinois dont la réussite pulvérise leur vision du monde ?

Notes :

(1) Frédéric Lordon a qualifié la Chine de "capitalisme d'État" dans un récent entretien avec Olivier Berruyer sur Elucid.

(2) Laurent Malvezin, "Il est encore temps de contrer le dévastateur capitalisme d'État chinois", Le Figaro, 23 octobre 2025.

(3) "Reconnaitre la vérité sur le problème du capitalisme d'État", Xinhua, 1er septembre 2018.

(4) Lénine, "Sur l'impôt en nature", avril 1921.

(5) Esteban Mercatante et André Barbieri, "La Chine dans le capitalisme mondial", Révolution permanente, 29 novembre 2025.

Le Grand Soir 26 Avril 2026



100 ans du Parti communiste Chinois.

matière de transition énergétique est un modèle pour le monde, et ce pays assure à lui seul 60 % des investissements mondiaux dans les énergies vertes ; sa politique internationale est pacifique : la Chine n'a participé à au-

insuffisant et déséquilibré des forces productives et l'aspiration croissante du peuple chinois à une meilleure qualité de la vie". Le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère n'est pas une rêverie éthérée, mais un pro-

Tchad: la Cendrillon des colonies françaises

(9^{ème} partie)

Par Alexandra Panaguli

Mais même en Occident, il y a cette course à la survie qui ne laisse pas de temps de loisir, encore moins pour réfléchir. Et même dans les milieux intellectuels il y a cette distinction. On pourrait dire que la pensée, surtout philosophique, est du luxe et du superflu, peu directement pertinente à notre survie. Je me rappelle mon ami grec Dimitri, médecin allergologue et chercheur à Harvard, qui me disait que j'avais de la chance de pouvoir écrire et d'avoir le temps pour penser. Lui-même n'y dédiait que le temps nécessaire sur les sujets qui concernaient sa recherche scientifique, ceux sous sa loupe. Soit, recherche d'allergènes ou d'aliments.

Après avoir passé 9 ans en Grèce où j'ai fait mes humanités, je suis retourné en Belgique pour l'université et j'ai été étonné de voir que les étudiants belges se préoccupaient et discutaient de trois sujets, par ordre d'importance: la bière, les voitures, leur pension – même le sexe venait après. Très loin de ce qui avait été nos préoccupations sociales et politiques sous la dictature militaire (1967-1974) à Athènes. La nécessité est mère de l'invention. Certains événements te forcent à réfléchir.

Parallèle à nouveau chez les Mossi du Soudan Occidental où le père Eugène Mangin (1877-1922) passa dix ans de sa vie: "Les conversations ne roulent guère que sur les femmes, la nourriture, et, dans la saison des pluies, les cultures". L'Occident n'échappe pas à la règle. On pense le moins possible, uniquement quand on est forcé de le faire pour résoudre un problème personnel. On a même tendance à voir les intellectuels d'un mauvais œil. Jusqu'au Petit Robert qui définit en 2^{ème} lieu l'adjectif "intellectuel": "Qui a un goût prononcé (ou excessif) pour les choses de l'intelligence, de l'esprit". Comment pourrait-on avoir trop de goût pour des sujets, des matières, un mode de vie intelligents? Tendence que l'on devrait au contraire promouvoir dans notre société hyper-matérialiste, soit se poser des questions, plein de questions.

Ainsi mon ami Dimitri – bien Grec, un pays qui est à cheval entre pays développé et pays en développement – me considérait presque avec irritation ou même perplexité. Cela rejoint ce que rapporte Rasmussen: «A quoi penses-tu? Demandais-je un jour, à la chasse, à un Esquimau qui paraissait plongé dans ses réflexions. Ma question le fit rire. 'Vous voilà bien, vous autres Blancs, qui vous occupez tant de pensées; nous Esquimaux, nous ne pensons qu'à nos caches à viande: en aurons-nous assez ou non pour la longue nuit de l'hiver? Si la viande est en quantité suffisante, alors nous n'avons plus besoin de penser. Moi, j'ai de la viande plus qu'il ne m'en faut!' Je compris que je l'avais blessé en lui attribuant des 'pensées'».

J'élargirai la conclusion de Lévy-Bruhl à l'ensemble de la planète, y compris à l'Occident, surtout à notre époque de nouveau Moyen-Age où la foi reprend le pas sur la raison: "Bref, l'ensemble d'habitudes mentales qui exclut la pensée abstraite et le raisonnement proprement dit semble bien se rencontrer dans un grand nombre de sociétés inférieures, et constituer un trait caractéristique et essentiel de la mentalité des primitifs". Nous sommes les nouveaux primitifs.

Ah, mais je n'ai pas présenté Lucien Lévy-Bruhl (1857-1939), un philosophe français qui s'est spécialisé dans la sociologie et l'anthropologie, reçu premier de l'agrégation de philosophie à l'École normale supérieure en 1879, président de l'Institut français de sociologie, auteur de "La Mentalité

primitive" (1910) que certains estiment être une "contribution précise et précieuse à l'anthropologie, peut-être même plus que l'ouvrage plus connu de Claude Lévi-Strauss". En 1904, il a aussi contribué à la création du journal – d'abord socialiste avant de devenir communiste – L'Humanité pour plus du quart de son capital. Incidemment, Lévy-Bruhl était cousin par alliance d'Alfred Dreyfus qu'il a défendu... Soit un grand intellectuel qui a eu la chance de pouvoir réfléchir!

Des peuples supérieurs et des peuples inférieurs

Sur un point positif, je noterai que la question de notre co-voyageur Pablo à notre chauffeur avait au moins le mérite de le placer dans la toute petite catégorie d'étrangers – visiteurs, politiciens, journalistes – s'intéressant à la population locale, à ses intérêts, ses besoins, son mode de vie. Dans notre propre groupe, ma compagne et moi étions les seuls à converser et à fraterniser avec les chauffeurs locaux. Tout ce qui intéressait nos compagnons était de voir des sites et prendre des photos, et le soir de se regrouper et boire, entre eux, ignorant les locaux qui étaient à leur service. Typique. Double manque de respect étant donné l'interdit d'alcool de la religion musulmane à laquelle adhéraient fermement les chauffeurs.

La journaliste française Rolley faisait la même distinction lors de l'attaque rebelle sur N'Djamena en février 2008, rapportant que "ce qui intéresse les rédactions parisiennes et leurs lecteurs" était le sort des Français plutôt que celui des Tchadiens, bien que quelques centaines de ceux-ci avaient perdu la vie dans les combats, et elle rappelle aussi comment les casques bleus sont venus évacuer les étrangers, abandonnant les locaux lors du génocide rwandais en 1994.

Cette différence de mentalité a évidemment eu une portée directe sur le colonialisme. Récemment, l'historien de la philosophie et anthropologue français Frédéric Keck rapporte: "D'un point de vue plus politique, les travaux de Lévy-Bruhl, parce qu'ils visaient à démontrer que chaque société dispose de cadres singuliers et cohérents à travers lesquels appréhender la réalité, conduisaient à mettre au jour les conséquences destructurantes et dramatiques des contacts imposés par les Européens à d'autres peuples, et a fortiori de la colonisation. Ils ont pour cette raison nourri les discours d'administrateurs coloniaux réformistes appelant au respect des cultures dites indigènes, mais également des critiques radicales de la colonisation, par exemple chez Paul Nizan».

Jules Ferry (1832-1893), par contre, Président du Conseil des ministres, ministre, pamphlétaire, etc. le colonialiste par excellence, parle ainsi de la "Mission civilisatrice" de la France et estime que «Les races supérieures ont un droit sur les races inférieures, elles ont le devoir de civiliser les races inférieures»...

C'était la pensée officielle de l'époque. Joshua J. Mark, professeur d'histoire et de littérature au Marist College de l'Etat de New York dit: «Bien que les érudits européens de la fin du XIXe et du début du XXe siècle aient beaucoup insisté sur l'influence 'civilisatrice' des Romains sur les 'indigènes' de l'Afrique subsaharienne, les études modernes montrent clairement que les peuples avec lesquels les Romains ont interagi avaient déjà des civilisations très développées et un riche héritage culturel».

J'en profite ici pour corriger la vue habituelle selon laquelle les Européens ont divisé l'Afrique (selon des frontières artificielles). Le professeur Roland Oliver (1923-2014), qui a sillonné le continent à la même époque

que Kapuscinski et qui en a démarré l'étude contemporaine en fondant le Séminaire d'histoire africaine à la School of Oriental and African Studies (SOAS) au sein de la University of London, dit au contraire que "Cela a été plutôt une unification, menée brutalement, par le fer et par le feu! De deux mille [petits états, royaumes, unions ethniques, fédérations], on est passé à cinquante".

Eurocentrisme, partout, toujours

C'est l'occasion de répéter mon credo: ne pas être euro-centrique en approchant d'autres cultures. Le voyageur-journaliste polonais Kapuscinski détecte deux problèmes. D'abord la mentalité de ceux qui se lancent dans ces nouveaux territoires, aux côtés d'une petite minorité de scientifiques, qu'il décrit très justement comme des "mercenaires obscurs, butés, rustres, insensibles, analphabètes", soit "une classe obscurantiste" qui a établi les premières relations sur "le critère le plus primitif: celui de la couleur de la peau".

Ensuite la langue: "Chaque langue européenne est riche, mais sa richesse est au service de la description de sa propre culture, elle est là pour représenter son propre monde. Quand elle veut aborder le terrain d'une autre culture et la décrire, elle dévoile ses limites, son immaturité,



Un siècle après André Gide, nous avons remonté le fleuve Logone qui désormais divise le Tchad du Cameroun, qui à l'époque était toujours colonie allemande. Ici des marchandes tchadiennes vont acheter des denrées plus abondantes dans le pays voisin (Alexandra Panaguli/Haïti-Liberté).

fidèles dans l'attachement et dans la gratitude, hospitaliers, capables d'oublier leur cupidité pour une libéralité inattendue, leur égoïsme pour une généreuse assistance" [Gide 342].

Bruneau de Laborie, tout en étant inspecteur de la chasse aux colonies, a détaillé ses "exploits" dans son livre "Chasses en Afrique française: carnets de route": "en mai 1925, alors qu'il se trouve dans la région du

sikhs non-armés à Jallianwala Bagh (Amritsar) le 13 April 1919 sous les ordres du colonel Reginald Dyer, se sont «civilisés» pour ne plus exterminer deux décennies plus tard, en la personne du vice-roi, lord (encore ces titres bidon) Linlithgow, «que» 4273 canards et oies sauvages en novembre 1938.

En effet, ce parc – également appelé Ghana (dense) – avait été créé au 19 et 20^{ème} siècle par le maharaja du coin pour en faire un terrain de chasse pour lui et ses invités anglais, «Le maharajah de Bharatpur utilisait des Rolls Royce, qu'il transportait en véhicules de chasse, pour transporter ses invités au Ghana», «leurs grandes chasses au canard étaient un événement majeur dans le calendrier sportif [sic] de l'ancienne Inde impériale, et ses proconsuls et généraux britanniques se disputaient les invitations», notamment ce Linlithgow qui «avait deux chargeurs pour l'aider à recharger, et ses armes devenaient si chaudes qu'il fallait les refroidir en les aspergeant régulièrement d'eau».

Même des écologistes n'avaient pas la sensibilité que l'on a – en tout cas certains – aujourd'hui. Lors de sa remontée sur le Logone, Gide décrit avec compassion la maladie et la mort par pneumonie du capitaine de sa pirogue. Celui-ci avait été le guide de Percy Powell-Cotton (1866-1940) pour le Tchad. Un Anglais encore! De retour dans son pays, il a fondé un musée ethnographique et d'histoire naturelle mais avec "la plus grande collection de gibier jamais abattue par un seul homme"! 6.500 spécimens de mammifères qu'il a tués et ramenés d'Afrique et d'Asie. Lui aussi a été mordu par un lion qu'il essayait d'abattre, mais, contrairement au Français Laborie, il a réchappé.

Quel parcours les mentalités n'ont-elles pas parcouru en un siècle! Enfin, on ne massacre plus les animaux – à part les braconniers – mais toujours les gens.

Quant à moi, je me contente de canarder avec mon appareil photo ces impressionnants mammifères que l'on rencontre en grand nombre dans le fleuve, souvent en famille, dont seulement la tête monte à la surface, je nomme les hippopotames.

Marc Allégret, le compagnon de Gide dans ce périple africain, lui, les filmait. Avec ce documentaire il a débuté dans le cinéma, pour lancer les plus fameux acteurs français: Fernandel, Raimu, Jean-Louis Barrault, Joséphine Baker, Simone Simon, Michèle Morgan, Bernard Blier, Danièle Delorme, Gérard Philipe, Daniel Gélin, Brigitte Bardot, Jean-Paul Belmondo, Alain Delon, Johnny Hallyday.

(À suivre)



Nomade Toubou abreuvant ses vaches et chameaux dans un des rares points d'eau du Sahara. Mais le sort des populations locales entre rarement en compte. La journaliste Sonia Rolley rapportait que "ce qui intéresse les rédactions parisiennes et leurs lecteurs" était le sort des Français plutôt que celui des Tchadiens (Alexandra Panaguli/Haïti-Liberté).

son désarroi sémantique".

Donc même avec de bonnes intentions, aborder un peuple fort différent est très difficile et prend énormément de temps, de sensibilité et d'ouverture d'esprit, car les préjugés sont ce qu'il y a de plus profondément ancré en soi depuis la tendre enfance, et se forment au sein de la culture ambiante. Dixit Gide: "Les gens de ces peuplades primitives [sic], je m'en persuade de plus en plus, n'ont pas notre façon de raisonner; et c'est pourquoi si souvent ils nous paraissent bêtes [sic]. Leurs actes échappent au contrôle de la logique [occidentale] dont, depuis notre plus tendre enfance, nous avons appris, et par les formes mêmes de notre langage, à ne pouvoir point nous passer".

Émile Bruneau de Laborie (1871-1930), duelliste et boxeur français avant d'aller "explorer" l'Afrique, l'a également appris, lui "qui d'abord s'irrite de certains défauts [selon la vue de l'auteur, Gide] des indigènes de ce pays, défauts qui contrarient insupportablement nos méthodes et nos habitudes: 'On distingue alors, chez ces primitifs [selon la vue de l'auteur, Laborie], de rudes et fortes qualités, insoupçonnées d'abord; on les découvre sensibles au bienfait,

Tchad, il tue huit buffles, un lion et une panthère. Plus tard en août 1927, toujours au Tchad, ce sont quatre buffles, trois rhinocéros, cinq éléphants et trois lions qu'il tue [...] De nombreux trophées occupent son logement parisien".

Juste retour du sort, c'est suite à la morsure d'un lion qu'il est décédé dans la capitale de République centrafricaine voisine, Bangui, à l'âge de 59 ans.

Gide, lui, assiste à la mise à mort d'hippopotames par ses payeurs lors de son trajet sur le fleuve Logone.

Sans doute ne faut-il pas juger non plus selon notre époque. Le parc national Keoladeo au Rajasthan de l'Inde offre un paysage enchanteur de savane et de marais ainsi que de très belles observations ornithologiques. Nous avons vu plusieurs des 400 espèces d'oiseaux, notamment une paire de Chouettes tachetées se faisant des câlins, un couple de Colombar commandeurs collés l'un à l'autre sur une branche et trois espèces de magnifiques martin pêcheurs.

Mais ce n'était pas toujours aussi idyllique, comme le montre une plaque commémorative des "exploits" de ces chers Anglais qui, après avoir massacré un millier de protestataires

Le conseil municipal de Philadelphie adopte les lois « ICE OUT »

Par Joe Piette

Après des mois de mobilisation citoyenne et un soutien populaire croissant, le conseil municipal de Philadelphie a adopté le 23 avril, à une majorité de 15 voix contre 2, une série de lois baptisées « ICE OUT ». Ces lois rendent juridiquement plus difficile la coopération entre les élus, les agences municipales, la police et le Service de l'immigration et des douanes (ICE).

Ce train de sept lois, présenté en janvier par les conseillères municipales Kendra Brooks et Rue Landau, avec le soutien d'associations de défense des droits des immigrés, visait à :

Codifier la politique de la ville consistant à ne pas donner suite aux demandes de détention de l'ICE, par lesquelles les agents fédéraux demandent aux prisons locales de faciliter l'arrestation de personnes soupçonnées d'être des immigrés sans papiers, sauf si l'agence obtient un mandat judiciaire. Interdire aux agents de l'ICE de porter des masques pour dissimuler leur identité ou d'utiliser des véhicules banalisés en public et exiger le port de leur badge.

Interdire toute collaboration avec l'ICE dans le cadre des programmes 287(g) des forces de l'ordre étatiques et locales qui délèguent certaines tâches de l'ICE aux agents locaux.

Cesser de partager avec l'ICE les données personnelles relatives à la citoyenneté ou au statut d'immigration.

Interdire toute discrimination fondée sur le statut d'immigration en matière de logement, d'emploi et d'accès aux lieux publics.

Exiger un mandat judiciaire pour que l'ICE puisse accéder aux installations municipales, notamment les bibliothèques, les hôpitaux et les centres de loisirs.

Interdire les descentes de l'ICE sur les propriétés municipales.

Ces projets de loi consacreront le statut de « ville sanctuaire » de Philadelphie et constitueront l'une des restrictions locales les plus strictes imposées à l'application des lois fédérales sur l'immigration aux États-Unis.

Mobilisation de la communauté

Plusieurs événements ont été organisés avant l'adoption de ce projet de loi par le Conseil municipal. Des immigrants et des travailleurs issus de groupes de solidarité avec les migrants, dont la Pennsylvania Immigration Coalition, se sont rassemblés à Love Park le 11 avril pour soutenir le projet de loi « ICE OUT », avant une première audience du Conseil municipal le 13 avril.

Les participants ont souligné que l'administration Trump cible les immigrants, déchire les familles et terrorise les communautés. L'ICE opère en toute impunité, ciblant les gens sur leur lieu de travail, dans les marchés, les églises, les écoles, les hôpitaux et les tribunaux, semant la peur et rendant la sécurité de tous incertaine. La mairie doit agir, et cette loi est le seul moyen pour les habitants de Philadelphie de protéger leurs communautés.

Le 13 avril, les audiences du conseil municipal ont été bondées, les participants scandant souvent « ICE dehors ! » et témoignant en faveur des projets de loi visant à expulser l'ICE. En fin de journée, une majorité de conseillers a voté « oui » pour que le projet de loi soit soumis au vote lors de la séance du conseil municipal du 23 avril.

Conférence de presse « ICE

hors des tribunaux »

Le 21 avril, les membres de la coalition « ICE hors des tribunaux » ont tenu une importante conférence de presse et un rassemblement devant le Centre de justice pénale (CJC) afin de soutenir la législation. Ils ont notamment dénoncé le récent refus de la direction du Premier district judiciaire (FJD) de mettre à jour la politique judiciaire en vigueur pour protéger les résidents contre les arrestations d'agents de l'immigration dans les tribunaux locaux. Le FJD est l'instance judiciaire du comté de Philadelphie et comprend la Cour des plaids communs, le Tribunal municipal et le Tribunal de la circulation.

Depuis des années, des organisations communautaires, des associations de défense des droits civiques et des militants de terrain constatent une tendance inquiétante : les agents de l'immigration utilisent les tribunaux locaux comme lieux d'embuscade. Des dizaines de personnes, dont des accusés, des victimes et des témoins, ont été touchées, et des rapports récents confirment que ces pratiques s'étendent désormais au tribunal des affaires familiales. On continue de signaler des tactiques agressives et trompeuses de la part des agents de l'ICE au CJC, notamment cinq arrestations au cours des deux dernières semaines, dont celle d'une victime de 76 ans.

Les arrestations dans les palais de justice sont particulièrement préoccupantes car elles sèment la peur et dissuadent les habitants de Philadelphie susceptibles d'être victimes de profilage racial de comparaître devant le tribunal. Elles portent également atteinte aux droits procéduraux des communautés immigrées détenues en plein déroulement de leurs procédures judiciaires. Malgré l'adoption de politiques



Le conseil municipal de Philadelphie a adopté la législation « ICE OUT » et la loi sur les logements sûrs et sains (Safe Healthy Homes Act) le 23 avril 2026. Photo : Joe Piette

exemplaires dans d'autres villes américaines, les autorités judiciaires locales ont refusé la demande de la coalition de mettre à jour la politique existante, alors même que le projet de loi municipal avait été approuvé par une commission en début de semaine.

Les organisateurs ont exhorté la direction de FJD et le bureau du shérif à prendre des mesures urgentes et publiques pour réviser et étendre la politique existante afin de mieux lutter contre les pratiques abusives de l'ICE dans les tribunaux locaux. La conférence de presse et le rassemblement « L'ICE hors des tribunaux » ont réuni des représentants de la Defender Association, d'Asian Americans United, de Juntos, de la section pennsylvanienne de l'ACLU et de No ICE Philly.


Lors d'un important geste de solidarité, une porte-parole de la Junta a déclaré devant un important contingent

de journalistes au rassemblement du 21 avril qu'elle avait appelé à deux reprises à la libération du prisonnier politique Mumia Abu-Jamal, dont le 72e anniversaire était célébré plus tard dans la semaine.

Lors de cette même séance législative du 23 avril, le conseil municipal a adopté la loi sur les logements sûrs et sains (« Safe Healthy Homes Act »), qui renforce les droits des locataires à bénéficier d'un logement sûr et sécurisé, tout en responsabilisant les propriétaires négligents.

La législation « ICE OUT » est désormais soumise à la maire Cherelle Parker. Cette dernière peut promulguer les propositions, les laisser entrer en vigueur sans sa signature ou y opposer son veto. Mme Parker n'a encore jamais opposé son veto à un projet de loi.

Workers World 27 Avril 2026




**FAIRMOUNT
CROSSING**

Logements Abordables à Louer à Newark

Occupation prévue pour l'été 2026

70 unités nouvellement construites réparties dans deux bâtiments dans le quartier de Fairmount à Newark, NJ

381-395 South Orange Avenue
et
331-335 South 11th Street
Phone: (862) 200-9118



Fairmount Crossing est le fruit d'un partenariat entre le RPM Development Group et l'Urban League of Essex County. Chaque appartement bénéficie d'un aménagement spacieux et sera équipé d'appareils électroménagers certifiés ENERGY STAR. Les bâtiments comprendront également des espaces commerciaux au rez-de-chaussée. Les équipements supplémentaires incluent des buanderies à chaque étage, une salle communautaire et un service d'ascenseur dans les deux bâtiments. Des services sociaux, des activités et des cours seront proposés sur place à l'ensemble des résidents.

Nous acceptons dès maintenant les demandes préliminaires en ligne
La date limite de candidature est le 13 Mai 2026.
Aucun frais de dossier.


Postuler: www.FairmountCrossing.com






Loyers prévisionnels pour les ménages à revenus faibles et modérés

Unit Size	Area Median Income	Monthly Rent	Units Available	Square Feet	Household Size	Minimum-Maximum Household Income
1 BR	29.98%	\$684	2	700	1 people	\$23,451 - \$28,421
					2 people	\$23,451 - \$32,468
2 BR	29.98%	\$820	10	950	2 people	\$28,114 - \$32,468
					3 people	\$28,114 - \$36,515
					4 people	\$28,114 - \$40,562
3 BR	29.98%	\$949	8	1,100	3 people	\$32,537 - \$36,515
					4 people	\$32,537 - \$40,562
					5 people	\$32,537 - \$43,830
					6 people	\$32,537 - \$47,068
1 BR	47.98%	\$1,141	2	700	1 people	\$39,120 - \$45,485
					2 people	\$39,120 - \$51,962
2 BR	47.98%	\$1,368	11	950	2 people	\$46,903 - \$51,962
					3 people	\$46,903 - \$58,439
3 BR	48.00%	\$1,583	5	1,100	3 people	\$54,274 - \$58,464
					4 people	\$54,274 - \$64,944
					5 people	\$54,274 - \$70,176
					6 people	\$54,274 - \$75,360
1 BR	57.98%	\$1,395	9	700	1 people	\$47,829 - \$54,965
					2 people	\$47,829 - \$62,792
2 BR	58.00%	\$1,673	14	950	2 people	\$57,360 - \$62,814
					3 people	\$57,360 - \$70,644
					4 people	\$57,360 - \$78,474
3 BR	57.98%	\$1,934	3	1,100	3 people	\$66,309 - \$70,619
					4 people	\$66,309 - \$78,446
					5 people	\$66,309 - \$84,766
					6 people	\$66,309 - \$91,028

Les plafonds de revenus et les barèmes de loyer sont sujets à modification.

Scannez le code QR pour visiter le site web



Le 20^{ème} paquet des sanctions : la réaction des marchés russes

Par Oleg Nesterenko

Dans un communiqué de presse du 23 avril 2026, la Commission européenne proclame l'adoption du « 20^{ème} train de sanctions contre la Russie ».

Cette nouvelle salve de mesures, visant à isoler davantage le marché russe, précise, pour la vingtième fois en quatre ans, que l'interdiction est étendue, entre autres, à des opérations avec vingt banques russes supplémentaires : « les nouvelles mesures étendent l'interdiction aux opérateurs de l'UE qui font des affaires avec vingt banques russes supplémentaires [...] Cela porte à 70 le nombre de banques russes exclues de l'accès au marché intérieur de l'UE ».

Le jour-même de cette annonce, l'indice boursier russe principal, le MOEX (Bourse de Moscou), a enregistré une hausse, atteignant 2775 points et gagnant 0,48 % par rapport à la session précédente.

Deux mois auparavant, le 23 février 2026, le ministère français des Affaires étrangères déclarait que les sanctions adoptées contre la Russie leur nuisaient davantage qu'elles ne portaient atteinte à l'Europe, les qualifiant de « très efficaces ».

Une vision à long terme révèle un constat factuel : il est indubitable qu'une telle rhétorique n'a pu émerger que dans l'hypothèse d'une amnésie collective des masses, conditionnée par l'agenda de la propagande médiatique quotidienne. Une telle méthodologie de communication postule un oubli sélectif des déclarations antérieures émanant d'un autre ministère français, celui de l'Économie. En l'occurrence,

de son ministre M. Bruno Le Maire, lors d'un discours magistral prononcé le 1er mars 2022, avait expressément déclaré : « Les sanctions sont efficaces. Les sanctions économiques et financières sont même d'une efficacité redoutable. [...] Nous allons livrer une guerre économique et financière totale à la Russie. Nous allons donc provoquer l'effondrement de l'économie russe ! ».

Cette prédiction, qui annonçait l'effondrement de l'économie russe dans les mois suivants, fait écho à une cascade de déclarations similaires au cours des quatre dernières années. Malgré plus de 31 500 sanctions instrumentalisées à ce jour, l'économie russe est toujours parfaitement debout.

Sur le plan macroéconomique, la situation de la Russie suscite une comparaison bien défavorable pour ses adversaires. En 2025, la dette publique russe s'élevait à 18% du PIB, contrastant avec les 115,6% enregistrés en France. À savoir qu'en 2021, elle était d'environ 18,1% du PIB de la Russie. C'est-à-dire que durant les années de guerre et les dépenses très considérables associées, elle a non seulement nullement augmenté, mais même légèrement diminué.

Aujourd'hui, la Russie se classe ainsi parmi les trois premiers pays du G20 pour sa faible dette publique par habitant, s'établissant à environ 2 300 USD, loin des 59 187 USD par habitant en France. De plus, le taux de chômage en Russie se maintient aux alentours de 2 %, demeurant le plus bas parmi les pays du G20.

Concernant les vingt banques nouvellement sanctionnées – « Derjava », « Levoberejny », « Metallinvestbank », « Blank-Bank », « Eurofinance Mosnarbank », « WB-Bank », « BKS-

Bank », « Faura-Bank », « Russky Standart », « UBRB », « Chelyabinvestbank », « PSKB », « Solidarité », « Iturup », « SDM-Bank », « Avers », « Avangard », « Hlynov », « Banque Postale » et la banque « Ienisseï » – l'attention se porte sur deux institutions majeures cotées à la bourse de Moscou (MOEX) : Avangard Bank et BKS-Bank.

La réaction boursière à leur nouvelle situation, survenue suite à l'initiative malveillante de l'Union Européenne, peut être considérée comme un échantillon représentatif de l'ensemble du segment de marché. Quelle est cette réaction ?

Le lendemain de l'annonce des sanctions, l'action de BKS-Bank a enregistré une variation nulle, soit -0,00%. Au cours des 3 mois précédents sa mise sous sanctions, sa croissance a été de +11,7% (du 24/01 au 24/04/26) et de +30,43% sur l'année écoulée, suggérant une position financière robuste. Elle se situe donc en position saine, qui n'est pas prête à changer à la suite des agissements de la Commission européenne.

Pour la banque Avangard, le 24 avril 2026, la perte de -0,15% de son action est une fluctuation minime, attribuable davantage aux dynamiques normales du marché qu'aux sanctions elles-mêmes. Cette observation est d'autant plus pertinente que l'action avait connu une baisse de -1,2% dans les trois mois précédant les sanctions (du 24/01 au 24/04/26) et de -11,77% sur l'année.

Un contraste flagrant dans le contexte actuel, où, notamment, le cours des hydrocarbures affiche une volatilité particulièrement significative, et ce, le jour même de l'annonce d'une moindre restriction à l'échelle interna-



tionale.

Soit, les marchés russes ont une certitude que les nouvelles sanctions seront aussi inefficaces que les précédentes.

Il convient également de noter que la majorité des 70 banques russes sous sanctions européennes étaient déjà placées sous sanctions américaines, dont l'impact s'est avéré notoirement inférieur aux projections initiales de leurs émetteurs.

Pour saisir la projection économique de la Fédération de Russie, il faut retenir deux points fondamentaux :

1. Les difficultés sectorielles en Russie découlent bien moins des sanctions occidentales que de la politique économique interne, particulièrement des orientations controversées de la Banque centrale et du ministère des Finances russes (sujet d'une autre discussion).

2. D'un point de vue stratégique, les défis économiques rencontrés par

la Russie ces cinq dernières années sont d'ordre conjoncturel, tandis que ceux des pays occidentaux relèvent d'un caractère structurel. À l'issue du conflit en Ukraine, la Russie récupérera rapidement la majeure partie de ses acquis perdus, sans compter les avancées et développements accomplis durant cette période.

De leur côté, les pays de l'UE ne récupéreront que très peu de leurs positions stratégiques perdues durant les années de la guerre qu'ils mènent tant militairement via leur proxy ukrainien qu'économiquement via l'émission de sanctions. Ces dernières, outre qu'elles violent le règlement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), constituent, lorsqu'elles sont adoptées en dehors de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, de graves violations du droit international.

Oleg Nesterenko
Président du CCIE (www.c-cie.eu)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre son époux Patrick Jean Régnal Laguerre à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce de la dame Rose-Laure Philidort avec son époux Patrick Jean Régnal Laguerre pour incompatibilité de caractères ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Cavaillon, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Me. Osmond CASTOR, Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du dix Février deux mille vingt-deux, en présence de Me Holitha Jacquet, Av. Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du Greffier Me Jean Claude Novembre, Greffier du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Nous, Mesner ELISME, à l'audience civile, publique et ordinaire en ses attributions civiles de divorce à la deuxième chambre du Tribunal de première instance de la Croix-des-Bouquets du Lundi Trente et un (31) Mai deux mille vingt et un (2021) désigné par le Doyen a.i du TPI de la Croix-des-Bouquets. Sur les conclusions conformes du Ministère public représenté à l'audience par les magistrats Jean Claude Jean ANTOINE et Micheline Belton VERDINER ; Maintenons le défaut requis et octroyé à l'audience du Trente et un (31) Mai contre la partie défenderesse en divorce ; Admettons le divorce de la dame Alain ST LOUIS, Femme née Sybille Esperanta LEOPOL identifiée au numéro ; 004-736-447-4 d'avec son époux Alain ST LOUIS. Prononçons en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les époux pour injures graves et publiques aux torts exclusifs de l'époux le sieur Alain ST LOUIS, ce conformément au terme de l'article 217 du code civil Haïtien mis à jour et annoté par Me

Patrick PIERRE-LOUIS. Ordonnons à l'officier de l'état civil de la Croix-des-Bouquets de transcrire sur les registres à ce destinés à cet effet le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Compensons les dépens en raison de la qualité des parties ; Commettons l'huissier, Arince LAGUERRE de ce Tribunal pour la signification de ce présent jugement.

Ainsi jugé et prononcé par nous, Magistrat Mesner ELISME, Juge en siège à l'audience civile publique et ordinaire en ses attributions civiles de divorce à la deuxième Chambre du TPI de la Croix-des-Bouquets ce jourd'hui Lundi sept (07) Juin deux mille vingt et un (2021) An 218^{ème} de l'indépendance, en présence de Magistrat Jean Claude Jean ANTOINE et Micheline Belton VERDINER, Substitut Commissaire du gouvernement près le TPI de la Croix-des-Bouquets avec l'assistance de Monsieur David ALEXIS, Greffier du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....
David ALEXIS, Greffier

DISPOSITIF PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément au vœu de la loi statuant publiquement par défaut, à charge d'appel, se déclare compétent pour entendre l'affaire en expulsion des lieux portée par-devant lui le sieur Joël FELICIEN contre le sieur Pierre Sergot LEMEUS. Maintient le défaut requis et octroyé contre les cités à l'audience contre le cité. Dit et déclare que le cité jouit de la maison du requérant illégalement et abusivement après l'expiration du bail depuis 11 Juillet 2025. En conséquence, ordonne l'expulsion des lieux du sieur Pierre Sergot LEMEUS de la maison du requérant sise à Delmas 75. Route de Siloé Dj No 21, imposée locativement au 55070-406-38-0 pour non-paiement de loyer. Accorde l'exécution provisoire sans caution. Condamne le cité à vingt mille (20.000) gourdes de dommages intérêts pour les préjudices par lui causés au requérant. Le Condamne enfin aux frais et dépens de l'instance. Commet l'huissier Ricardo PROPHÈTE dudit Tribunal pour la signification du présent jugement
Ainsi jugé et prononcé par nous, Mag. Marjorie Valde PIERRE, Juge, Suppléant de la commune de

Delmas, en audience civile et publique du jeudi six Novembre deux mille vingt-cinq, des dix heures du matin ; An 222^{ème} de l'indépendance avec l'assistance de notre Greffière Dieudonne JOSEPH Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre son épouse Raymonde Jean à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée ladite ; Admet en conséquence le divorce de Renelus Gabriel avec Raymonde Jean pour incompatibilité de caractères ; Prononce en conséquence la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la commune de Port-de-Paix, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Selnick Atsim Garçon, Av. Juge en audience civile, ordinaire et publique en date du huit Octobre deux mille vingt-quatre, en présence de Me Gilbert Saintel, Av. Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Me Jean Yves Victorin, Greffier du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....
Theoric Cetoute, Officier d'état civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère public, accueille l'action de la demanderesse, la dame Monise Marie Françoise LAMOUR en la forme. Maintient le défaut octroyé contre le sieur Clifford ANTOINE défendeur à l'audience précitée. Admet en conséquence le divorce de la dame Clifford ANTOINE née Monise Marie Françoise LAMOUR d'avec son époux pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil Haïtien. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, ce aux torts exclusifs de l'époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce

destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement. Ainsi jugé et prononcé par nous Gerty LEON-ALEXIS, Juge en audience civile, ordinaire et publique de divorce du vendredi six Mars deux mille vingt-six, en présence de Me Romain ORANGE, Substitut Commissaire du gouvernement de Port-au-Prince et avec l'assistance de la dame Céline Saint Jean CHERY, Greffière du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, jugeant publiquement, après avoir délibéré au vœu de la loi et sur les conclusions du Ministère public, accueille l'action de la demanderesse, la dame Frantz Christopher PIERRE née Angélique Emmanuelle JEAN-BART en la forme. Maintient le défaut octroyé contre le sieur Frantz Christopher PIERRE défendeur à l'audience précitée. Admet en conséquence le divorce de la dame Frantz Christopher PIERRE née Angélique Emmanuelle JEAN-BART d'avec son époux Frantz Christopher PIERRE pour injures graves et publiques faits prévus à l'article 217 du code civil Haïtien. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux ce, aux torts exclusifs de l'époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Sud de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers ; Compense les dépens ; Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement. Ainsi jugé et prononcé par nous, Gerty LEON-ALEXIS, Juge en audience civile, ordinaire et publique de divorce du vendredi six Mars deux mille vingt-six, en présence de Me. Romain ORANGE, Substitut Commissaire du gouvernement de Port-au-Prince et avec l'assistance de la dame Céline Saint Jean CHERY, Greffière du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

Inde : Les partis de gauche soutiennent les travailleurs non syndiqués dans leur lutte pour un salaire minimum

Par Abdul Rahman

Les manifestations organisées à travers le pays par des travailleurs en dehors des cadres syndicaux formels témoignent d'une prise de conscience croissante de la nécessité de la négociation collective et de luttes unies.

Des dirigeants de la gauche et du mouvement ouvrier indiens prennent la parole lors d'une manifestation pour une augmentation des salaires. Des membres des principaux partis de gauche indiens se sont rassemblés à New Delhi le vendredi 24 avril, en solidarité avec des travailleurs qui manifestent à travers le pays pour exiger une augmentation de leur salaire minimum et de la fin de la répression étatique.

Les manifestants ont scandé des slogans dénonçant l'arrestation de centaines de travailleurs par les forces de sécurité et ont exigé l'abrogation des quatre nouveaux codes du travail promulgués par le gouvernement d'extrême droite actuellement au pouvoir dans le pays.

Cette manifestation a été organisée conjointement par le Parti communiste d'Inde (marxiste), le Parti communiste d'Inde (CPI), le Parti communiste d'Inde (marxiste-léniniste) Libération, le Parti socialiste révolutionnaire (RSP), le Forward Bloc et d'autres formations.

Les orateurs présents au rassemblement ont affirmé que les manifestations survenues dans la banlieue industrielle de New Delhi — à Noida — démontrent que la tentative du gouvernement d'extrême droite de délégitimer les syndicats — par des décennies de diabolisation, par des lois oppressives et par des manœuvres visant à semer la division sur des bases sociales et régionales — est en train

de s'effondrer, alors même que de plus en plus de travailleurs s'unissent pour réclamer la négociation collective.

Les intervenants ont cité, entre autres exemples de la montée de la conscience de classe ouvrière en Inde, les récentes manifestations à la raffinerie de Barauni (Bihar), l'agitation des travailleurs à la raffinerie de Panipat (Haryana), les mouvements ouvriers au Gujarat, et désormais l'agitation à Noida ainsi que dans d'autres zones de la Région de la capitale nationale (NCR) de l'Inde.

Les orateurs ont souligné que la plupart de ces mouvements de protestation avaient débuté sans l'implication active des syndicats et avaient tenu tête aux tentatives des gouvernements des États concernés de les présenter comme de simples problèmes d'ordre public afin de les réprimer par la force.

Tous les grands syndicats, y compris le Centre des syndicats indiens (CITU), ont d'ores et déjà apporté leur soutien aux travailleurs de Noida et ont contribué à établir un canal de communication entre les travailleurs et l'administration. Un salaire minimum décent : la revendication centrale

Les partis de gauche ont apporté leur soutien à la revendication des syndicats visant à porter le salaire minimum dans la RCN (Région de la capitale nationale) à 26 000 roupies (276 USD) par mois, ainsi qu'à l'instauration de mesures de sécurité sociale adéquates et au paiement des heures supplémentaires. Ils ont également exigé l'imposition de restrictions sur le recours au travail contractuel et la libération immédiate de tous les travailleurs arrêtés au cours des manifestations.

Après avoir subi une forte hausse de leur coût de la vie pendant des années — due à l'inflation des prix de tous les biens et services essentiels —, les travailleurs de Noida (Gautam



Des partis de gauche se joignent à une manifestation de travailleurs réclamant une augmentation du salaire minimum. Photo : CPI(M) Delhi

Buddha Nagar) et d'autres régions de la RCN — l'un des principaux pôles industriels du pays, situé à proximité de la capitale nationale, New Delhi — se sont mis en grève au cours de la deuxième semaine d'avril pour exiger une augmentation de leurs salaires.

Ils ont souligné le fait que le gouvernement de l'État de l'Uttar Pradesh n'avait pas réussi, depuis 2014, à constituer une commission des salaires chargée de réviser le salaire minimum afin de l'aligner sur l'inflation croissante ; une défaillance qui a contrarié la majorité des travailleurs à survivre avec des salaires aussi bas que 11 000 roupies (117 USD) par mois.

Au lieu de répondre à leurs revendications, les forces de sécurité de l'Uttar Pradesh — le plus grand État de l'Inde — ont lancé une répression massive contre les travailleurs, arrêtant des centaines d'entre eux et les accusant même de prendre part à des activités « antinationales ».

Des signalements de torture en garde à vue infligée aux travailleurs arrêtés durant le mouvement de protestation ont également été rapportés, tandis qu'un grand nombre de di-

rigents syndicaux ont été placés en résidence surveillée. Le gouvernement de l'Uttar Pradesh, dirigé par le parti d'extrême droite Bharatiya Janata Party (BJP), a par ailleurs tenté d'apaiser les travailleurs en colère en augmentant le salaire minimum de 21 %.

Les partis de gauche ont soutenu la décision des syndicats de rejeter cette augmentation salariale dérisoire annoncée par le gouvernement de l'Uttar Pradesh, la qualifiant de « manifestation insuffisante » pour garantir une vie digne.

Une composante d'une lutte plus vaste

Divers orateurs s'exprimant lors des manifestations de vendredi ont affirmé que la lutte menée à Noida reflète le mécontentement croissant au sein de la classe ouvrière indienne, dont la majorité demeure non syndiquée.

Les gouvernements successifs de l'Inde ont entrepris une tentative systématique de priver les travailleurs de leurs pouvoirs de négociation collective, tels que le droit de constituer des syndicats. Cette politique a abouti à une situation où plus de 90 % des

travailleurs du pays se retrouvent hors du champ d'action des organisations syndicales. La non-reconnaissance des syndicats, le refus d'instituer des commissions salariales et la criminalisation des manifestations figurent parmi les autres moyens adoptés par les gouvernements pour réduire les travailleurs au silence.

Subhashini Ali, dirigeante du CPI(M), a affirmé que le refus du gouvernement de Narendra Modi de reconnaître les griefs légitimes des travailleurs — et de les reléguer au rang d'« activités antinationales » — découle du fait qu'il se considère comme le gardien autoproclamé des grandes entreprises.

L'introduction de quatre nouveaux codes du travail par le gouvernement Modi constitue la tentative la plus récente et la plus radicale visant à anéantir le mouvement ouvrier dans le pays, a déclaré Amrinder Kaur, dirigeante de l'All India Trade Union Congress (AITUC), l'une des fédérations syndicales les plus anciennes et les plus importantes du pays.

Elle a souligné qu'il était impératif de relier les luttes ouvrières qui se déroulent à travers le pays à la grève nationale du 12 février, organisée en opposition à la mise en œuvre de ces quatre nouveaux codes du travail.

Les quatre nouveaux codes du travail instaurés par le gouvernement Modi renforcent le pouvoir des capitalistes au détriment des travailleurs, qui perdent ainsi tous les droits acquis au terme de décennies de lutte.

Près de 300 millions de travailleurs — sur un total de plus de 600 millions dans le pays — ont participé à cette grève, lancée conjointement par l'ensemble des principaux syndicats nationaux afin de s'opposer à l'application des quatre nouveaux codes du travail.

Peoples Dispatch 24 avril 2026

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen et sur les conclusions du Ministère public, accueille l'action du demandeur, le sieur Joseph Joachim Patrick PIERRE-LOUIS en la forme. Maintient le défaut octroyé contre la dame Anne Marie Johanne NOEL défenderesse à l'audience précitée. Admet en conséquence le divorce du sieur Joseph Joachim Patrick PIERRE-LOUIS d'avec son épouse née Anne Marie Johanne NOEL pour injures graves et publiques, faits prévus à l'article 217 du code civil Haïtien. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, ce, aux torts exclusifs de l'épouse. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers. Compense les dépens. Commet l'huissier Clerbrun FAURE de ce siège pour la signification du présent jugement. Ainsi jugé et prononcé par nous, Gerty LEON-ALEXIS, Juge en audience civile, ordinaire et publique de divorce du vendredi six Mars deux mille vingt-six, en présence de Me Romain ORANGE, Substitut Commissaire du gouvernement de Port-au-Prince et avec l'assistance de la dame Céline Saint Jean CHERY, Greffière du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée ; pour le profit déclare fondée ladite action; Admet en conséquence le divorce du sieur REGINAL AIMÉ, d'avec son épouse DACHEKA JOSEPH pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier

de l'état civil de la Section Est, de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi douze Mars deux mille vingt-six, en présence de Me Elysée FENELON, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce de la dame JULIO JOSEPH née GINA SAINT LOUIS d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi douze Mars deux mille vingt-six, en présence de Me Elysée FENELON, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné...etc.....

En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action ; Admet en conséquence le divorce de la dame ASTREL JEAN PIERRE née CLAUDIA DUFORT, d'avec son époux pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Emmanuel JEAN de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi vingt-six Février deux mille vingt-six, en présence de Me Elysée FENELON, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Antonio ALEXIS d'avec son épouse Marie Françoise EXANTUS pour injures graves et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Delmas de transcrire sur les registres à ce destinés,

le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal GABRIEL pour la signification de ce jugement. Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi dix-sept Juillet deux mille vingt-cinq, séance tenante en présence de Me Elysée Fénélon, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance de la Greffière Céline SAINT JEAN CHERY
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur OLRICH DIEUDONNE, d'avec son épouse SONIA JURE pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Canal Gabriel de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Nelson CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du jeudi dix-neuf Mars deux mille vingt-six, en présence de Me Elysée FENELON, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège
Il est ordonné...etc.....
En foi de quoi...etc.....

Non à la livraison de Kemi Seba à la dictature néocoloniale de Talon au Bénin !

Par Diagne Fodé Roland

Le droit à des désaccords entre militants panafricains ne peut empêcher de s'opposer à l'extradition de Kemi Seba à la dictature liberticide néocoloniale de Talon au Bénin, pays qui a été le premier à arracher le multipartisme dans l'enclos français qui a ouvert les vannes récupératrices des « conférences nationales » des années 90.

La précipitation avec laquelle l'État talonisé, où « le peuple boycotté, le pouvoir fraude la mascarade électorales du 12 avril 2026 » selon la juste formule des camarades du Parti Communiste du Bénin (PCB), s'est présenté en Afrique du Sud pour demander son extradition est une preuve de sa volonté de faire taire toute opposition. C'est le sens de la prise de position des organisations panafricaines anti-impérialistes ci-dessous à laquelle Fernient joint sa signature.

continued from page (9)

Samuel Madistin, brought the scandalous contract to light in a lengthy Mar. 4, 2026 report.

According to the FJKL's investigation, Fils-Aimé's administration has already paid a colossal sum of \$35.5 million in seven consecutive installments for a contract that will cost Haitian taxpayers \$52 million.

At the same time, it has been revealed that **Windward Wyoming LLC's** personnel are to be deployed in three key locations across the country to combat gangs. These areas of operation are located in the West, where *Vitelhomme*, *400 Mawozo*, *Chen Mechan*, *Ti Lapli*, and *Izo* hold sway. Next, in the North, with a naval base and a logistics site. Finally, in the Central Plateau, where the security company will have a training ground for its agents and a command unit.

It is in this strategic area connecting Haiti's North and South that the company will establish its headquarters as well as build barracks and a helicopter base.

But here's the rub! Despite the fine promises from the authorities and Windward Wyoming's officials, over one year after the deal was signed, not a single point stipulated in the contract has been fulfilled. All the supposedly «Lost Territories» of the Republic under the control of local armed group leaders remain under their control. These include the Martissant neighborhood in the capital's south, controlled by *Izo*; Croix-des-Bouquets in the north, overseen by *400 Mawozo* and *Chen Mechan*; and the Tabarre area, controlled by *Vitelhomme*. Not to mention lower Delmas, Barbecue's stronghold (although his house/headquarters was blown up in January).

Yet, for the past year, since March 2025, these areas have been subjected to relentless, murderous, almost daily, drone attacks and other incendiary devices, as well as death squads riding in armored cars, with very little to show for it. The report's authors cite as evidence that none of the three main roads leading to Port-au-Prince or north (National Route 1), south (National Route 2), or central

plateau (National Route 3) have been cleared.

These roads remain the exclusive domain of armed groups, who claim a right of way over each one. Yet, they are the most important roads in the country. The report notes that even Toussaint Louverture International Airport, located on the capital's outskirts, remains closed, and the same is true for the ports. The report also mentions the most dramatic cases: the damage inflicted on the population by operations carried out using kamikaze drones and armored cars by this security company's mercenaries.

Finally, the FJKL investigators note that any money spent without any results would have been more effective if it had been allocated to the country's security forces, particularly the Haitian Armed Forces (FADH), because at least 15,000 new soldiers, or even more, could likely have been recruited.

The report indicates that the mercenaries paid to do the dirty work were unwilling to take any risks. It cites the case of the Battle of Kenscoff a few months ago, in which no **Windward Wyoming LLC** agents participated. According to the report's authors, all of them categorically refused to launch an assault on the armed groups holding the hill, despite the PNH command's insistence on reinforcements.

Metric Correctional Facility S.A., Metric Management Inc. and Transcaribbean Energy Partners & Consulting S.A.

Finally, we come to the third contract. Here again, it was the FJKL that leaked the information to the public. This contract concerns the construction of three modern prison facilities in Haiti. For this, the Haitian state signed with three firms: **Metric Correctional Facility S.A., Metric Management Inc., and Transcaribbean Energy Partners & Consulting S.A.** They would build three detention centers in Morne Casse, near Fort-Liberté in the Northeast, in Source Matélas near Archaie in the West, and in Pasquette near Jacmel in the Southeast.

However, this time the CSCCA rejected the government's proposal,

refusing seven times to approve the project. Despite the Court's opposition, Fils-Aimé put out a call for tenders to contract the firms in question to build these penitentiary facilities. According to a source at *Le Nouvelliste*, the CSCCA remains skeptical about the provision the authorities intend to use to justify various procedures related to this contract.

«The Court expresses reservations about the provision stipulating that the Haitian state, under its sovereign guarantee, must repay not only the initial loan but also any loan intended for the construction of additional or supplementary infrastructure. Such a clause transfers unlimited risk to the Haitian State and must be strictly regulated by a precise definition of the infrastructure concerned, the establishment of a financing ceiling guaranteed by the State, and the requirement of prior validation by the competent authorities (MEF, CSCCA) before any new debt is incurred. Based on all of these unfavorable opinions dated Jul. 25, 2025, Aug. 21, 2025, Sep. 16, 2025, Sep. 30, 2025, and Dec. 10, 2025, and all of these remarks that have not been taken into account by the granting authority, the Court concludes that the interests of the Haitian State are not sufficiently protected in this concession project. It recommends that the Ministry of Justice and Public Security (MJSP) initiate the tendering process in accordance with the provisions of the law of June 10, 2009, which establishes the general rules relating to public service concession agreements, in order to recruit companies for the construction of penitentiary centers that meet the country's needs," reports *Le Nouvelliste* on Mar. 9, 2026.

But what is most shocking about this lucrative contract with **Metric Correctional Facility S.A., Metric Management Inc., and Transcaribbean Energy Partners & Consulting S.A.** — all U.S. companies — is the cost to Haiti and the duration of the concession. After verification with the institution located on Rue de la Réunion in Port-au-Prince, this contract is valued at about \$85.5 million, and the de facto government — unelected and illegitimate, with no popular mandate — intends to grant a 50 year concession

d'exister. **LORSQUE NOUS SOMMES D'ACCORD AVEC UN CAMARADE, NOUS DEVONS LE SOUTENIR AVEC FORCE. LORSQUE NOUS NE LE SOMMES PAS, NOUS DEVONS FAIRE PREUVE DE RESPONSABILITÉ** : critiquer avec hauteur, dans un esprit constructif, sans chercher à détruire. Car affaiblir un camarade de manière publique et destructrice, c'est affaiblir le combat lui-même.

Soyons stratégiques. Ayons un esprit de dépassement. Ne nous perdons

pas dans les ÉPIPHÉNOMÈNES.

Attaquons le PHÉNOMÈNE. La dynamique panafricaine doit être une dynamique de maturité, d'intelligence et d'unité, orientée vers un objectif clair : le TRIOMPHE de L'AFRIQUE. Organisons les gens !!! »

Souleymane Jules Diallo, AbdouLahi Diene, Karbone 14, Cheikh Anta Diop, Urgences Panafricanistes, Sumaila Ba, Kemi Seba, Nathalie Yamb, Bres Octagone, Sylvestine Mendy, Alfa Shaka Yaya, Jeunesse Interconnectée et Fusionnée d'Afrique, Amelda Dany, Mohamed Bouya Touré, FRAPP-France Dégage, Marche Internationale Dakar Thiaytou, Fernient.

Fernient Mai 2026

to the firms that win the negotiated tender. Specifically, this consortium of companies — **Metric Correctional Facility S.A., Metric Management I., and Transcaribbean Energy Partners & Consulting S.A.** — will be responsible for the design, construction, operation, and maintenance of these three correctional facilities.

The Legal Questions and the CSCCA

However, according to the FJKL's Samuel Madistin, a guest on *Magik 9's* morning show on Mar. 9, 2026, who consulted the contract at the CSCCA, the institution's reservation regarding the duration and amount is not binding on the government. Madistin, a lawyer, although opposed to the contract's application, acknowledges that Fils-Aimé and his confederates can technically disregard the CSCCA by citing this excerpt from the contract:

"In terms of financial guarantee, the concessionaire is only required to have 25% of the project amount. The balance can be obtained through loans in Haiti and abroad, secured by an irrevocable, unconditional, and sight letter of credit issued by the Bank of the Republic of Haiti upon formal request from the Ministry of Economy and Finance; Haiti commits to paying a minimum occupancy rate of seventy-five percent (75%) of each penitentiary building put into service (even if unoccupied); Haiti commits to paying the concessionaire twenty-two U.S. dollars (USD 22.00) per inmate per day for fifty years; and his amount may be adjusted by mutual agreement between the parties based on market fluctuations, commodity prices, and the duly established and recognized inflation rate."

Twenty years after the entry into force of the convention or upon its expiration, Haiti will be able to repurchase the prison buildings from the concession holder.

The real problem lies in the fact that there was no genuine call for tenders, as the contract was awarded through a negotiated procedure, in violation of the law governing public procurement and public service concession agreements.

In any case, the matter is far

from over. It has come to light that this Florida-based firm has still not indicated whether or not it accepts the contract, given the current lack of agreement between the de facto authorities, which are committing the State for 50 years, and the CSCCA, the institution responsible for verifying the legality of the contracts and tenders issued.

Now, the question on everyone's mind is this: is it legal for an interim, de facto government, with absolutely no popular mandate, to commit the State for such long periods in such complex contracts that cost the public treasury so much money?

There is clearly an urgent need to create a body to oversee the actions and commitments being taken by the de facto authorities on behalf of the State. Otherwise, until the still uncertain elections are held and new legitimate leaders are installed, the Republic risks suffering the consequences of this sham leadership team, eager to enrich itself in a context devoid of constitutional safeguards or political oversight.

JJ's Fritaille

4021 Glenwood Road
(corner Albany Avenue)
Brooklyn, NY 11210



Open Monday to Thursday
2 pm to 10 pm
Friday and Saturday
2 pm to 11 pm
Sunday
Closed

347.636.2850

Fine Dining
Haitian Owned & Operated
Wine • Catering • Brunch

DJON DJON Restaurant

Menu: djondjonbk.com

Hours:
Sun - Thu: 11am - 11pm
Fri & Sat: 11am - 12am

Tel: 718-676-1047

1206 Nostrand Avenue
(corner Hawthorne)
Brooklyn, NY 11225

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou

Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir

Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

CATERING & TAKE-OUT
Now 3 Locations in Brooklyn

2816 Church Avenue (b/t Nostrand & Rogers Aves.) **718.856.2100**

8221 Flatlands Avenue
(b/t E. 82 & 83 St.)
718.975.7488

1738 Flatbush Avenue (b/t Aves I & J)
718.258.0509

Canada : Grève illimitée chez Métro !

Par Sean Desmidt

En grève illimitée face aux profits records du géant Métro, les travailleurs du centre de distribution de Laval exigent des salaires permettant simplement de subvenir à leurs besoins essentiels. Ce conflit souligne l'urgence de nationaliser la grande distribution afin de garantir des prix abordables et des conditions de vie décentes pour tous.

Un mouvement de grogne a pris place dans le centre de distribution Métro situé à Laval. Après que leur convention collective a été échue à la mi-mars, les employés du syndicat des travailleurs et travailleuses des épiceries Métro-Richelieu-CSN ont voté à 97% d'appui pour une grève générale illimitée, qui dure maintenant depuis trois semaines.

Alors que le prix du panier augmente année après année, ce groupe de travailleurs s'est levé, avec le soutien des chauffeurs de l'entrepôt Mérite 1, pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Matthieu Lafontaine, le chef syndical du centre de distribution qui dessert non seulement les épiceries Métro, mais également Super C et Adonis, mentionne que les travailleurs recherchent des conditions plus flexibles, entre autres sur les modalités du télétravail, et des politiques plus rigoureuses quant à la sous-traitance de différents services. Surtout,



Une victoire des travailleurs de Métro serait un pas en avant pour l'ensemble de la classe ouvrière.

ils demandent une hausse de salaire de 20% durant la première année, pour pouvoir eux-mêmes se payer l'épicerie.

Profits toujours à la hausse

Voici quelques chiffres pour mettre en contexte la taille du groupe Métro. L'action de l'entreprise a bondi de 28% en six ans, son chiffre d'affaires dépasse désormais les 22 milliards, représentant une augmentation de 39%. Juste pendant les trois premiers mois de 2026, les profits de l'entreprise ont bondi de 12,1% par

rapport à l'an dernier – le tout alors que les chiffres de l'entreprise elle-même révèlent que la taille des épiceries des clients diminuent.

La direction de l'entreprise en profite pour s'en mettre plein les poches. Pendant ces mêmes six dernières années, les actionnaires ont vu une hausse de leurs dividendes de 56%. Quant au PDG Éric Lafèche, lui-même a reçu une augmentation de salaire de 37% pendant la même période, et de 11% l'an dernier seulement. Ce même 11% d'augmentation salariale est présenté au syndicat,

mais celle-ci s'étalera sur une période de cinq ans! Et le tout, dans une industrie qui comble un besoin essentiel. Présentement, le salaire d'entrée est d'environ 20 dollars de l'heure.

Alors, lorsque la responsable des affaires publiques et communications du groupe Métro, Marie-Claude Bacon, raconte aux médias : « On ne peut pas offrir ce type de conditions-là qui ne seront pas compétitives dans le marché », il s'agit de pure hypocrisie. Si les actionnaires et les hauts placés de Métro sont en mesure de s'en mettre plein les poches, c'est juste-

ment parce que les salaires des travailleurs sont à la traîne face aux profits.

Pour des épiceries publiques

Alors que les prix de l'épicerie explosent et que les salaires stagnent, les épiciers comme Métro mangent la laine sur le dos à la fois de leurs employés et des consommateurs. Ces parasites sont libres de s'enrichir ainsi parce qu'il s'agit d'une industrie fortement concentrée, qui leur donne un contrôle monopolistique.

Les membres du syndicat des travailleurs et travailleuses des épiceries Métro-Richelieu-CSN montrent le chemin à suivre, c'est-à-dire la lutte des classes. Le mouvement doit s'étendre dans les autres entrepôts et dans les épiceries. Une victoire des travailleurs de Métro serait un pas en avant pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Se nourrir est un besoin essentiel et devrait être accessible à tous. Mais sous le capitalisme, chaque entreprise est guidée par la recherche de profit et non par les besoins de la population. Pour offrir à la fois des prix abordables et des salaires décents aux employés, cette industrie devrait être nationalisée. Une chaîne publique d'épiceries, gérée par les travailleurs, est nécessaire pour mettre fin à l'inflation parasitaire du panier d'épicerie. Pour y arriver, il faut être prêt à remettre en question le capitalisme et le dépasser.

La Riposte communiste
22 avril 2026

Gaza : MSF dénonce la politique de privation d'eau comme une composante du « génocide perpétré par Israël »



Des Palestiniens se tiennent devant une station de pompage d'eau, dans un lieu tenu secret de la bande de Gaza.

L'organisation médicale internationale indépendante, Médecins Sans Frontières (MSF), affirme que les autorités israéliennes privent délibérément et systématiquement la population palestinienne de Gaza, ravagée par la guerre, de l'eau nécessaire à sa survie.

MSF dénonce fermement une campagne de « châtiment collectif » contre les habitants de la bande de Gaza. Dans un rapport publié mardi et intitulé « L'eau comme une arme », MSF condamne la destruction massive des infrastructures civiles d'eau à Gaza et les obstacles imposés à l'accès à l'eau potable, estimant qu'il s'agit « d'une composante essentielle du génocide perpétré par Israël ».

L'organisation humanitaire, basée à Genève, souligne que cette « pénurie d'eau systématique » s'accompagne de meurtres de civils et de la destruction d'établissements de santé et d'habitations.

Fondé sur des témoignages et des

données collectées en 2024 et 2025, le rapport de MSF alerte que ces actes reviennent à « imposer délibérément des conditions de vie destructrices et inhumaines » à la population palestinienne de la bande de Gaza. « Les autorités israéliennes savent pertinemment que sans eau, la vie est impossible », déclare Claire San Filippo, responsable des urgences auprès de MSF.

« Pourtant, elles ont méthodiquement démolí les infrastructures hydrauliques de Gaza tout en bloquant l'acheminement de l'eau », a-t-elle ajouté. Médecins Sans Frontières s'appuie sur des données de l'ONU, de l'Union européenne et de la Banque mondiale, selon lesquelles près de 90 % des installations d'eau et d'assainissement à Gaza ont été détruites ou endommagées lors des attaques israéliennes.

Les usines de dessalement, forages, canalisations et réseaux d'égouts sont aujourd'hui hors service ou inaccessibles, précise le rapport. L'organisation rapporte également plusieurs

attaques visant les camions-citernes et points de forage, pourtant clairement identifiés, lors desquelles des civils palestiniens ont été blessés ou tués simplement pour avoir tenté d'accéder à l'eau.

MSF explique être devenue, outre les autorités locales, l'un des principaux producteurs et distributeurs d'eau potable à Gaza. Le mois dernier, elle a fourni plus de 5,3 millions de litres d'eau par jour, couvrant les besoins essentiels de plus de 407 000 personnes, soit environ un cinquième de la population de Gaza.

Cependant, tout au long de la guerre génocidaire menée par Israël contre la bande de Gaza, « les ordres de déplacement imposés par l'armée israélienne ont régulièrement empêché les équipes de MSF d'accéder aux zones où elles distribuaient l'eau à des centaines de milliers de personnes », a déclaré Médecins Sans Frontière dans son communiqué.

L'organisation a indiqué qu'un tiers de ses demandes d'acheminement

de matériel essentiel – unités de dessalement, pompes, réservoirs, produits de traitement de l'eau tels que chlore ou répulsifs – avaient été « rejetées ou étaient restées sans réponse ».

San Filippo met en garde contre les conséquences sanitaires de cette privation : le manque d'eau, combiné à la promiscuité extrême, à des conditions de vie catastrophiques et à l'effondrement du système de santé, ce qui favorise la propagation rapide des maladies dans l'enclave palestinienne assiégée.

MSF appelle le régime israélien à rétablir immédiatement l'approvisionnement en eau aux niveaux nécessaires et exhorte les puissances occidentales à

user de leur influence pour garantir un accès humanitaire sans entraves.

Malgré le cessez-le-feu instauré en octobre 2025, au moins 786 Palestiniens ont été tués par les forces israéliennes, selon le ministère de la Santé de Gaza, dont 32 depuis le début du mois d'avril.

Le régime israélien a violé les modalités de l'accord de cessez-le-feu, en restreignant l'entrée de nourriture, de médicaments et de matériel d'abri dans la bande de Gaza, où 2,4 millions de Palestiniens, dont 1,5 million de déplacés, survivent dans une détresse humanitaire extrême.

Press TV 28 Avril 2026

BROOKLYN'S #1

FROZEN FISH MARKET



FLASH-FREEZING locks in peak FRESHNESS and FLAVOR!

Buy your fish FROZEN: It's CHEAPER. It's FRESHER. It's TASTIER. It's HEALTHIER. We have all your FAVORITES

- Conch (Lanbi)
- Red Snapper
- Blue Crab (Sirik)
- Shrimp (Kribich)

**3310 Church Avenue
Brooklyn, NY 11226
718.336.1100**

Bolivie : Coopératives minières et enseignants rompent le dialogue et menacent de renverser Paz !

La Fédération des Coopératives Minières (FEDECOMIN) et Les enseignants des zones urbaines et rurales ont rompu les négociations avec le gouvernement et annoncé qu'ils maintiendraient leurs pressions et mobilisations, si nécessaire, jusqu'à la destitution du président Rodrigo Paz.

Dans un premier temps, les membres des coopératives minières ont quitté une réunion car les principales autorités gouvernementales n'ont pas participé à un dialogue prévu pour aborder les revendications de ce secteur.

Visiblement contrarié, le président de la FEDECOMIN à Potosí, Oscar Chavarría, a déclaré que l'échec des négociations avec le gouvernement était dû à l'absence du président Paz Pereira et a indiqué comment renverser le gouvernement. « Cela ne nous fait rien », a-t-il menacé.

Parallèlement, la direction nationale des enseignants urbains a rompu le dialogue avec les autorités gouvernementales et annoncé que les manifestations dans les rues de la capitale s'intensifieraient avec l'arrivée de renforts.

Le leader Wilfredo Ajllahuanca a annoncé que des milliers d'enseignants arriveraient à La Paz la semaine prochaine pour renforcer les mobilisations et contraindre le gouvernement à répondre à leurs revendications, par tous les moyens. « Nous avons assisté à la réunion convoquée par le ministre, malgré les mauvais traitements subis par nos collègues de la part de la police ces derniers jours. Ils nous ont chassés de la Plaza Murillo », a déclaré le leader,



ajoutant que la réunion n'avait apporté aucune réponse à leurs demandes, qui incluent également une augmentation

de salaire.

El Nuevo Cambio 25 avril 2026

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

We Buy Houses!

Liz Buys Houses Connects Home Sellers with Legitimate Cash Buyers Nationwide!
No Repairs. No Fuss.

- Fair Cash Offer
- Quick Closing
- No Realtor Fees
- No House Repairs
- Simple Home Sale
- Convenient Closing Date

Liz Buys HOUSES

CALL (888) 704-5670

ATTORNEY
INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-833-323-0318. Be ready with your zip code to connect with the closest provider.

AUTO DONATIONS
Get a break on your taxes! Donate your

car, truck, or SUV to assist the blind and visually impaired. Arrange a swift, no-cost vehicle pickup and secure a generous tax credit for 2025. Call Heritage for the Blind Today at 1-855-484-3467 today!

AUTO DONATIONS
Donate your car today, running or not. Support Patriotic Hearts for our Veterans and their Families! Free fast pickup. May be tax deductible. Se habla Español. Call now: 844-415-1229

AUTO WANTED
We buy 8,000 cars a week. Sell your old, busted or junk car with no hoops, haggles or headaches. Sell your car to Peddle. Easy three step process. Instant offer. Free pickup. Fast payment. Call 1-855-403-3374

HEALTH
Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only \$99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-833-641-6397

HEALTH
ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-833-661-4172

HELP WANTED
Haiti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162 or 305-610-6913.

HELP WANTED
Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 305-610-6913.

HOME IMPROVEMENT
Prepare for power outages with Briggs & Stratton® PowerProtect(TM) standby generators - the most powerful home standby generators available. Industry-leading comprehensive warranty - 7 years (\$849 value.) Proudly made in the U.S.A. Call Briggs & Stratton 1-888-605-1496

HOME IMPROVEMENT
Prepare for power outages today with a Generac Home Standby Generator. Act now to receive a FREE 5-Year warranty with qualifying purchase. Call 1-877-516-1160 today to schedule a free quote. It's not just a generator. It's a power move.

HOME IMPROVEMENT
Do you know what's in your water? Leaf Home Water Solutions offers FREE water testing and whole home water treatment systems that can be installed in as little one day. 15% off your entire purchase. Plus 10% senior & military discounts. Restrictions apply. Schedule your FREE test today. Call 1-866-247-5728

HOME IMPROVEMENT
Safe Step. North America's #1 Walk-In Tub. Comprehensive lifetime warranty. Top-of-the-line installation and service. Now featuring our FREE shower package and \$1600 Off for a limited time! Call today! Financing available. Call Safe Step 1-855-916-5473

HOME IMPROVEMENT
BEAUTIFUL BATH UPDATES in as

Tested and proven gutter protection.

LeafFilter GUTTER PROTECTION

We install year-round - Exp. 6/30/26

Schedule your **free** inspection and estimate today!
1-844-668-1725 Promo Code: 285

Special offer - Save up to!
25% off LeafFilter Gutter Protection

*Promotional offer includes 15% off plus an additional 10% off for qualified veterans and/or seniors. Cannot be combined with any other offers. One coupon per household. No obligation estimate valid for 1 year. See representative for full warranty details. AR 36620826, AZ ROC 344027, CA 1035795, CT HIC067820, DC 430223E-HI, FL C9C059578, IA C127230, IL RCE-61604, LA 658544, MA 212032, MD HIC011226, MI 616448, MN 262200551, 262200320, 262200328, 262200395, 262200773, MN RB0624, MT 261922, ND 47304, NE 60145-24, 60145-23, NJ 13VH13285000, NM 408693, NV 86990, OR 218294, PA PAT70643, RI GC-41354, TN 10981, UT 10783658-5501, VA 2705169445, VT 174000871, WA LEAFFLH-783PG, WI No. 537-DCFRF WV WV056912.

BIG WIRELESS COVERAGE, WITHOUT BIG WIRELESS COST.

Plans start at just \$20/month.
Switch & Save Today

844-919-1682 Consumer Cellular®

© 2024 Consumer Cellular Inc. Terms and Conditions subject to change. Plans shown above include \$5 credit for Autopay and E-billing. Taxes and other fees apply. Credit approval required for new service. Cellular service is not available in all areas and is subject to system limitations.

ERIE HOME
Erie Roofing Since 1976

Trust the Nation's #1 Roofing Contractor
Award-Winning Roofing and Customer Service

LIMITED TIME OFFER
50% OFF Installation

FREE ESTIMATE SCHEDULE TODAY!
Call 1.855.492.6084

CALL TODAY! 1.855.492.6084

New orders only. Does not include material costs. Cannot be combined with any other offer. Minimum purchase required. Other restrictions may apply. This is an advertisement placed on behalf of Erie Construction Mid-West, Inc ("Erie"). Offer terms and conditions may apply and the offer may not be available in your area. If you call the number provided, you consent to being contacted by telephone, SMS text message, email, pre-recorded messages by Erie or its affiliates and service providers using automated technologies notwithstanding if you are on a DO NOT CALL list or register. Please review our Privacy Policy and Terms of Use on homeservicescompliance.com. All rights reserved. License numbers available at eriehome.com/erielicenses/

Transform Your Bathroom and Change Your Life.

FREE TOILET + \$1,500 OFF*

For your FREE information kit and our Senior Discounts, Call Today Toll-Free
1-855-916-5473

safestep

*Free toilet with purchase and installation of a walk-in tub or walk-in shower only. Offer available while supplies last. No cash value. Must present offer at time of purchase. Cannot be combined with any other offer. Market restrictions may apply. Offer available in select markets only. CSLB 1082165 NSCB 0082999 0083445 13VH1109600

L'Italie et la FIFA rejettent la proposition américaine de remplacer l'Iran à la Coupe du monde

L'idée de bafouer les règlements Lémans de l'envoyé italien du président des États-Unis.

Ni la FIFA ni l'Italie n'ont soutenu la proposition de l'envoyé spécial des États-Unis, Paolo Zampolli, visant à remplacer l'Iran par l'Italie lors de la Coupe du monde 2026 en Amérique du Nord. Né en Italie, l'envoyé spécial du gouvernement américain pour les affaires mondiales a confirmé au journal britannique "Financial Times" qu'il avait suggéré cette possibilité au président des États-Unis, Donald Trump, ainsi qu'au président de la FIFA, Gianni Infantino.

Selon la chaîne britannique BBC, la FIFA — l'instance dirigeante du football et organisatrice du tournoi — a rejeté cette idée, affirmant qu'elle n'envisagerait un remplacement que si

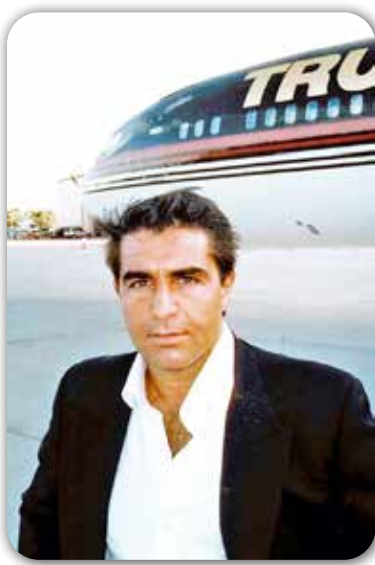
l'Iran, pourtant qualifié, renonçait de lui-même à sa place. En mars, Gianni Infantino avait déclaré que « les matchs se joueront là où ils sont prévus, conformément au tirage au sort ».

« L'Iran doit venir. Ils représentent leur peuple, ils se sont qualifiés et les joueurs veulent jouer », a-t-il réaffirmé par la suite, à la mi-avril, lors d'une conférence économique organisée par la chaîne de télévision CNBC à Washington.

L'Italie s'est montrée plus véhémente. L'entraîneur de l'équipe nationale, Gianni De Biasi, a déclaré que si l'Iran ne participait pas au tournoi, la place devrait revenir à l'équipe ayant terminé deuxième derrière l'Iran lors des éliminatoires. « Je crois que l'Italie n'a pas besoin du soutien de Trump pour une question de ce genre. Je pense que nous pouvons nous débrouiller seuls », a-t-il affirmé.

Le ministre italien de l'Économie, Giancarlo Giorgetti, a qualifié cette proposition de « honteuse », tandis que le ministre des Sports, Andrea Abodi, a déclaré que « premièrement, ce n'est pas possible ; deuxièmement, ce n'est pas approprié... On se qualifie sur le terrain ».

La Coupe du monde en Amérique



L'italien Paolo Zampolli

du Nord sera coorganisée par les États-Unis, le Canada et le Mexique, du 11 juin au 19 juillet.

L'origine de l'idée

En 2022, après l'échec de la "Nazionale" à se qualifier pour la Coupe du monde au Qatar, Paolo Zampolli avait déjà suggéré à la FIFA de disqualifier l'Iran — invoquant la violence de la répression policière dans le pays — afin de réintégrer l'Italie. Il n'avait pas obtenu gain de cause. « Je suis Italien de naissance et ce serait un rêve de voir l'»Azzurra» participer à un tournoi organisé par les États-Unis. Avec quatre titres à son actif, elle possède le pedigree nécessaire pour justifier sa présence », a déclaré Zampolli, confirmant avoir fait part de cette idée à Trump et à Infantino.

L'initiative de Zampolli s'inscrit



Le président de la FIFA, Gianni Infantino, et le président des États-Unis, Donald Trump. Photo : Getty Images

dans une démarche visant à renouer les liens entre Trump et Giorgia Meloni, après que la Première ministre italienne a pris ses distances avec le dirigeant américain en raison des attaques de ce dernier contre le pape Léon XIV au sujet de la guerre en Iran, comme l'a rapporté le "Financial Times".

L'ambassade d'Iran à Rome a réagi en affirmant que cette proposition démontre la « faillite morale » des États-Unis et que l'Italie n'avait nul besoin de « privilèges politiques » pour prouver sa grandeur dans le monde du football.

L'Italie a remporté la Coupe du monde à quatre reprises (1934, 1938, 1982 et 2006), mais a manqué la qualification pour le tournoi pour la troisième fois consécutive, après s'être inclinée aux tirs au but face à la Bosnie-Herzégovine lors du dernier tour

des barrages de la zone Europe.

Au début du conflit en Asie occidentale — déclenché par les États-Unis et Israël le 28 février —, l'Iran avait évoqué un « boycott » de la compétition, avant de demander à la FIFA de délocaliser ses matchs des États-Unis vers le Mexique.

Le règlement de la FIFA confère à l'organisation l'autorité exclusive de déterminer les mesures à prendre dans l'éventualité où une équipe — en l'occurrence l'Iran — se retirerait de la compétition. L'équipe nationale iranienne a trois matchs au programme dans le groupe G : à Los Angeles contre la Nouvelle-Zélande (16 juin) et la Belgique (21 juin), puis à Seattle contre l'Égypte (27 juin). Son camp de base devrait être situé à Tucson, en Arizona.

Brasil de Fato 23 avril 2026 Peoples Dispatch 24 avril 2026

little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-833-807-0159
HOME IMPROVEMENT
AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-833-880-7679

MISCELLANEOUS

Consumer Cellular - the same reliable, nationwide coverage as the largest carriers. No long-term contract, no hidden fees and activation is free. All plans feature unlimited talk and text, starting at just \$20/month. For more information, call 1-844-919-1682

REAL ESTATE

We Buy Houses for Cash AS IS! No repairs. No fuss. Any condition. Easy three step process: Call, get cash offer and get paid. Get your fair cash offer today by calling Liz Buys Houses: 1-888-704-5670

SERVICES

PEST CONTROL: PROTECT YOUR HOME from pests safely and affordably. Roaches, Bed Bugs, Rodent, Termite, Spiders and other pests. Locally owned and affordable. Call for service or an inspection today! 1-833-549-0598 Have zip code of property ready when calling!

TRAVEL SERVICES

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277

TV INTERNET PHONE

Get DISH Satellite TV + Internet! Free Install, Free HD-DVR Upgrade, 80,000 On-Demand Movies, Plus Limited Time Up To \$600 In Gift Cards. Call Today! 1-866-782-4069

TV INTERNET PHONE

AFFORDABLE TV & INTERNET. If you are overpaying for your service, call now for a free quote and see how much you can save! 1-833-323-0160

TV INTERNET PHONE

DIRECTV- All your entertainment. Nothing on your roof! Sign up for Directv and get your first three months of Max, Paramount+, Showtime, Starz, MGM+ and Cinemax included. Choice package \$84.99/mo. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

TV INTERNET PHONE

Get Boost Infinite! Unlimited Talk, Text and Data For just \$25/mo! The Power Of 3 5G Networks, One Low Price! Call Today and Get The Latest iPhone Every Year On Us! 844-329-9391

DENTAL Insurance
Great coverage for retirees.

Get your **FREE** Information Kit from Physicians Mutual Insurance Company.
Call **1-855-225-1434**
Dental50Plus.com/Nypress

Product/features not available in all states. Contact us for complete details about this insurance solicitation. To find a network provider, go to [physiciansmutual.com/find-dentist](https://www.physiciansmutual.com/find-dentist). This specific offer not available in CO, NV, NY - call 1-800-969-4781 or respond for a similar offer in your state. Certificate C254/B465, C250A/B438 (ID: C254ID; PA: C254PA); Insurance Policy P154/B469 (GA: P154GA; OK: P154OK; TN: P154TN). 6347-0125

GENERAC

#1 standby generator worldwide.

Get whole-home power, automatically.

Call 877-516-1160 to schedule your free quote today!

*Terms & conditions apply

RENEWAL by ANDERSEN
FULL-SERVICE WINDOW & DOOR REPLACEMENT

BUY 1, GET 1
40% OFF*
PLUS
\$200 OFF
Your Entire Purchase*

MINIMUM PURCHASE OF 4

OFFER ENDS 03/31

TOLL FREE 888-610-7738

Jacuzzi | Bath Remodel

Safety. Style. Stress-Free Installation.

CALL NOW 1.855.564.2680

SPECIAL OFFER
Waiving All Installation Costs!

Add'l terms apply. Offer subject to change and vary by dealer. Expires 12/27/26.

SAVE ON YOUR **Travel Plans!**

Up to **75%** more than **500 Airlines** and **300,000 Hotels** across the world!

Let us do the research for you for free... we'll save you time and money

Spend your travel dollars when you get there not getting there!

We're not allowed to publish fares online so call for the best rates now **877-988-7277**

Entretien avec le militant israélien pour la paix Omri Evron : « Nous ne cesserons pas de nous mobiliser, en Israël et dans le monde entier »

Par Daniela Bezzi

Ce mouvement pacifiste arabo-israélien ne cesse de nous étonner. Semaine après semaine, il regagne du terrain, ou plutôt, il investit les rues, car les manifestations du week-end dernier (notamment samedi soir 11 avril 2026) ont été véritablement nombreuses : Tel Aviv, Jérusalem, Haïfa, avec 17 villes répondant à l'appel.

Et le premier à exprimer sa surprise est Omri Evron lui-même, pacifiste de toujours, membre actif du Hadash* (Parti communiste israélien) et, depuis deux ans, codirecteur de la Coalition pour le partenariat de paix, principal moteur de cette mobilisation. Nous l'avons joint par téléphone, et voici sa déclaration.

Omri Evron (O.E.) : Quand je repense aux premières manifestations en réaction à l'attaque israélo-américaine contre l'Iran le 28 février, j'ai du mal à croire la mobilisation de l'autre soir : extraordinaire, colorée, bruyante, créative ! D'une poignée de personnes, nous avons connu une croissance fulgurante en à peine plus d'un mois. Et malgré la répression du 4 avril, lorsque nous avons été violemment attaqués par la police, dispersés à coups de canons à eau, sans parler des 17 arrestations, nous étions de nouveau là, en grand nombre, l'autre soir à Tel Aviv : la place Habima débordait de pancartes, de banderoles, de tambours, de carrousels et de marionnettes à l'effigie de Trump et Netanyahu, demandant de les renvoyer chez eux. Nous étions au moins dix mille. Ce succès a été rendu possible par la multitude d'organisations qui ont répondu à l'appel. Il est impossible de toutes les citer, mais regardez l'affiche : une soixantaine de logos différents, et l'élément clé est la présence d'acronymes arabes et israéliens. Cette réaction démontre clairement une forte baisse du soutien à ce régime de guerre sans fin que le gouvernement de Netanyahu cherche à nous imposer comme seule garantie de sécurité !

Daniela Bezzi (D.B.) : Racontez-nous votre histoire : Israélien, communiste et pacifiste convaincu...

O.E. : Je suis né à Jaffa, ville palestinienne à l'origine, absorbée plus tard par l'expansion de Tel Aviv. J'ai donc grandi dans un environnement métissé, où le judaïsme coexiste nécessairement avec les traditions arabes, ce qui est rare en Israël et engendre inévitablement une quasi-ségrégation mutuelle, limitant les occasions de rencontre. Je me considère privilégié, tant par cet environnement que par ma famille, qui n'adhérait absolument pas à l'idéologie sioniste dominante : mes grands-parents étaient communistes, mes parents m'ont soutenu dans tous mes choix, surtout les plus difficiles. Par exemple, à 18 ans, en réponse à l'appel sous les drapeaux, j'ai promulgué la lettre des shministim (jeunes objecteurs de conscience).

C'était en 2005, en pleine Seconde Intifada, et comme nous étions 250 à nous déclarer objecteurs de conscience, cela a fait grand bruit. Certains d'entre nous ont même écopé de quelques mois de prison, car Tshal n'a jamais reconnu l'objection de conscience. En revanche, notre initiative a été très appréciée à l'étranger, et deux ans plus tard, j'ai été invité par plusieurs organisations pacifistes en Italie (dont Sereno Regis, ndlr). C'est formidable de voir autant de jeunes Israéliens suivre notre exemple... Quant à mon engagement politique : j'ai commencé très jeune, au sein des Jeunesses communistes, et j'ai participé de plus en plus aux manifestations contre l'occupation en Cisjordanie. Depuis deux ans, je dirige cette Peace Partnership Coalition [Coalition pour le partenariat pour la paix] qui, outre son opposition à la guerre comme seule et définitive solution, représente un rare exemple de coexistence réussie entre de nombreux groupes juifs et arabes, de plus en plus unis. Un rôle passionnant et exigeant,

que j'ai le privilège de partager avec la palestinienne Sulafa Makhoul.

D.B. : Comment est née cette Coalition pour le partenariat pour la paix, et en quoi diffère-t-elle de la coalition "It's time" [Il est temps], qui se réunira le 30 avril pour le Sommet de la paix de Tel-Aviv ?

O.E. : Nous avons été formés en réaction aux événements du 7 octobre. C'était en décembre 2023, et tous les éléments du soi-disant « camp de la paix » israélien étaient en plein désarroi : personne n'osait exprimer de désaccord avec le gouvernement, et toute manifestation, même la plus infime, de protestation publique, même de la part de Hadash, qui bénéficie d'une reconnaissance légale, était réprimée par les forces de l'ordre.

La conclusion fut d'opter pour une stratégie de coalition : si, seuls, nous étions presque inefficaces, ensemble, nous pouvions espérer nous faire un peu plus remarquer, même si nous restions minoritaires face à la majorité belliciste de la société israélienne. Et c'est ce qui s'est passé : la plupart des manifestations dénonçant l'occupation et la guerre qui ont eu lieu en Israël ces deux dernières années et demie ont été organisées grâce à notre Coalition pour le partenariat pour la paix, qui regroupe aujourd'hui une soixantaine d'organisations. Naturellement, nous sommes membres de la Coalition « Il est temps », avec laquelle nous partageons les mêmes objectifs fondamentaux, ainsi que des dizaines d'organisations appartenant aux deux camps.

La seule différence réside dans le mode d'action. Tandis que d'autres se concentrent sur un ou deux événements majeurs par an, notre coalition incarne une mobilisation populaire quasi permanente, grâce à la contribution des nombreux comités actifs au sein d'Hadash en Israël et d'organisations similaires en Cisjordanie. Leur nombre croissant confirme la valeur de notre réseau, qui répond aux défis sociaux grandissants. Nous pouvons ainsi nous définir comme un pont, ou plutôt un point d'écoute privilégié, entre le mouvement pacifiste israélien, fort de son histoire, et les représentants engagés dans des démarches similaires au sein de la société palestinienne. Un atout indéniable de notre coalition est Hadash et la crédibilité dont elle jouit dans le monde arabe : une opposition radicale à l'apartheid et au génocide ; et une défense des valeurs démocratiques, dans le respect de l'égalité absolue des droits. A commencer par le droit à l'autodétermination : une étape essentielle vers la reconnaissance du peuple palestinien et la seule condition préalable à une paix durable dans cette région.



Omri Evron lors d'un rassemblement contre la guerre et l'occupation (Photo : Zo Haderekh)

D.B. : Or, les sondages montrent un soutien croissant à Netanyahu, et précisément grâce à la guerre contre l'Iran...

cet état de guerre permanent, sans perspective d'amélioration. Avant même le fragile cessez-le-feu, cette situation suscitait déjà une vive aversion, et elle ne peut que s'aggraver avec l'échec des

Pressenza 25 Avril 2026

NDLR.

*Hadash est un parti politique israélien, officiellement



Photo di Irit Hakim

O.E. : Je crois que la situation est bien plus dynamique que ne le laissent entendre les sondages ; les choses évoluent très vite. Il est vrai qu'au début de l'attaque israélo-américaine contre l'Iran, la guerre bénéficiait d'un soutien général, ce qui explique le succès mitigé de nos premières manifestations, rapidement dispersées par les forces de l'ordre et tournées en ridicule sur les réseaux sociaux.

Mais comparé aux guerres précédentes, le consensus s'est effondré plus rapidement. Même si les souffrances sont moindres qu'à Gaza ou au Liban, la population israélienne est lasse de

négociations d'Islamabad. C'est pourquoi nous devons poursuivre la mobilisation, en Israël et dans le monde entier, ce qui est déjà en cours. Je reste optimiste.

Daniela Bezzi Journaliste, intervenante culturelle, chercheuse indépendante, elle a vécu et travaillé pendant de longues périodes au Japon, en Grande-Bretagne et en Inde avant de se réinstaller en Italie où elle collabore avec divers journaux sur des questions liées à l'environnement, aux droits humains et au travail.

connu sous le nom de Front démocratique pour la paix et l'égalité. Il a été fondé en 1977 sous la forme d'une coalition regroupant divers groupes de gauche, dont le Parti communiste israélien. Le parti représente principalement des électeurs juifs et arabes, et accorde une attention particulière aux questions arabes. Hadash prône le retrait d'Israël des territoires contestés et soutient la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël. Il est actif à la Knesset depuis sa création et a joué un rôle dans divers mouvements sociaux et environnementaux au sein du pays.

Have Computer Problems?

Get **\$20 OFF** Any Service

Use Coupon Code **42513**

24/7 Emergency Service
Data Recovery
Virus Removal
Regular Maintenance

Call Now Get a Free Diagnosis **866-848-0045**

Friendly Certified Computer Repair Experts

Geeks OnSite

Patriotic Hearts

Supporting Our Military, Veterans & Their Families

Hire Patriots Military Families Aid Homeless Veterans Veterans Enterprises

Donate Your Car to Help Veterans!

Fast Free Pick Up
Running or Not
Se Habla Español

We handle all paperwork, and your donation may qualify for a tax deduction

CarDonation2Veterans 877-466-1103

Resorts World NEW YORK CITY

LOOKING FOR YOUR NEXT BIG JOB OPPORTUNITY?

Resorts World New York City is hiring for all job positions.

Scan code below or visit **Deal-MeIn.com** to apply now

WELCOME **2** A WORLD OF OPPORTUNITY

GAMBLING PROBLEM? CALL 877-8-HOPENY OR TEXT HOPENY (467369). RESORTS WORLD NEW YORK CITY IS AN EQUAL OPPORTUNITY EMPLOYER.